



**BIC-BRED (SUISSE) SA**  
Commodity Trade Finance & Corporate Banking

# RAPPORT ANNUEL 2019

BIC-BRED (SUISSE) SA





# L'ANNÉE EN BREF

## CHIFFRES-CLÉS

**PRODUIT  
D'ACTIVITÉ  
BANCAIRE**  
**+17%**

<b>BILAN</b> (en milliers de CHF)	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>	<b>Variation (absolue)</b>	<b>Variation (en %)</b>
Total du bilan	782'621	841'292	-58'671	-7%
Créances sur la clientèle	456'924	419'658	37'266	9%
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	238'509	227'649	10'860	5%
Fonds propres	73'158	67'103	6'055	9%

<b>HORS BILAN</b> (en milliers de CHF)			<b>Variation (absolue)</b>	<b>Variation (en %)</b>
Total du hors bilan	304'002	167'520	136'482	81%

**RN**  
**+17%**

<b>RÉSULTATS</b> (en milliers de CHF)			<b>Variation (absolue)</b>	<b>Variation (en %)</b>
Résultat net des opérations d'intérêts	10'977	9'353	1'624	17%
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	6'988	6'076	912	15%
Résultat des opérations de négoce	298	208	90	43%
Autres résultats ordinaires	17	-	17	100%
Produit d'activité bancaire	18'280	15'637	2'643	17%
Résultat opérationnel	6'273	5'402	871	16%
Résultat net	6'055	5'177	878	17%

**ROE**  
**8,3%**

<b>RATIOS SUR LE RÉSULTAT (%)</b>		
Fonds propres / Total du bilan	9,3%	8,0%
Résultat opérationnel sur fonds propres	8,6%	8,1%
Résultat net sur fonds propres (ROE)	8,3%	7,7%
Charges / Produits	65,0%	64,7%

<b>RATIOS DE LIQUIDITÉS ET DE FONDS PROPRES (%)</b>		
Ratio de liquidités à court terme (LCR)	136,2%	127,1%
Ratio des fonds propres globaux	19,7%	24,4%

<b>EFFECTIFS</b>			<b>Variation (absolue)</b>	<b>Variation (en %)</b>
En unités de travail à plein temps	51,7	41,7	10,0	24%
En personnes	54	44	10	23%

## ÉVÉNEMENTS

- La BIC-BRED (Suisse) SA est filiale à 100% du Groupe BRED, qui célèbre cette année ses 100 ans.
- La Banque poursuit son développement: le 28 octobre 2019, la Banque a emménagé dans des locaux plus spacieux situés boulevard du Théâtre, 8, 1204 Genève.



# SOMMAIRE

<b>L'ANNÉE EN BREF</b> .....	1
Chiffres-clés .....	1
Evénements .....	1
<b>1. MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL</b> .....	6
<b>2. STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT</b> .....	10
2.1 Le Groupe BPCE .....	10
2.2 Le Groupe BRED .....	11
2.3 La BIC-BRED (Suisse) SA .....	13
<b>3. GOUVERNANCE D'ENTREPRISE</b> .....	16
3.1 Conseil d'administration .....	16
3.2 Comités et délégation .....	23
3.3 Comité de direction .....	25
<b>4. LES ACTIVITÉS</b> .....	30
4.1 Le financement du négoce international .....	30
4.2 Le financement corporate et les services aux entreprises .....	31
4.3 Les produits et services bancaires .....	31
4.4 Les produits de marché .....	32
<b>5. REVUE 2019</b> .....	36
5.1 Environnement économique mondial .....	36
5.2 Environnement économique des matières premières .....	38
5.3 La BIC-BRED (Suisse) SA dans l'année .....	41
<b>6. DONNÉES FINANCIÈRES</b> .....	46
6.1 Commentaire des comptes .....	46
6.2 Opinion d'audit .....	48
6.3 États financiers 2019 .....	50
<b>7. EXIGENCES PRUDENTIELLES DE PUBLICATION</b> .....	74



PARTIE 1

# MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

# MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



**Stève Gentili,**  
Président du Conseil  
d'administration

Au terme de son cinquième exercice, la Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA a prouvé la pertinence de son positionnement sur la place financière Suisse.

Focalisée sur son développement sur le marché du financement des négociants en matières premières et des acteurs du commerce international, la BIC-BRED (Suisse) SA, filiale à 100 % de la BRED Banque Populaire, une des principales maisons-mères du groupe BPCE, a enregistré avec succès une croissance de ses activités dans un environnement qui est resté tourmenté au plan international.



**Emmanuel Lemoigne,**  
Directeur Général

L'année 2019 s'est traduite par l'extension de l'empreinte de la Banque dans le monde du négoce de matières premières, empreinte concrétisée par une croissance du portefeuille clients de 19 % en phase avec les objectifs initiaux. Ainsi, l'accentuation de ses actions commerciales dans les différents secteurs et notamment celui des métaux, a engendré la mise en place d'un volume additionnel de lignes de crédits de plus de CHF 700 mios, offrant des capacités de développement supplémentaires à sa clientèle.

Si les conditions de marché (prix des principales matières premières, difficultés du commerce mondial, hétérogénéité de la demande, instabilité géopolitique, environnement de taux d'intérêts...) ne se sont pas révélées optimales, elles n'ont cependant qu'entravé modérément la progression des activités de la Banque.

Ainsi, le produit des activités bancaires a cru de 17% en 2019 pour atteindre CHF 18,3 mios, permettant de dégager un résultat opérationnel de CHF 6,3 mios en progression de 16% également.

Une fois de plus, la gestion attentive des risques de crédit a permis de ne pas déplorer de sinistre au cours de cette année, laissant apparaître un bénéfice de CHF 6,1 mios.

La stratégie de la BIC-BRED (Suisse) SA repose sur les fondements culturels de son actionnaire, la BRED, banque coopérative. Grâce au soutien de cette dernière, la Banque souhaite offrir une approche personnalisée à sa clientèle, fondée sur la proximité relationnelle, l'exigence de professionnalisme et l'agilité.

Nous souhaitons construire des relations dans la durée avec les acteurs intervenant dans le secteur des matières premières, des plus petits aux plus grands intervenants du secteur, en leur apportant notre concours dans le financement de leurs opérations tout en leur offrant une large gamme de services répondant à leurs besoins.

Ainsi, grâce à notre ancrage local et à notre ouverture sur le monde, nous contribuons à renforcer notre positionnement sur la place financière suisse et genevoise, plus particulièrement en continuant à nous ouvrir sur les marchés à potentiel que sont l'Asie et l'Afrique.

En Afrique, les perspectives fondamentales à moyen et long terme sont favorables à nos métiers au regard des évolutions démographiques prévisionnelles. Elles correspondent à nos enjeux de long terme et à notre souhait de soutenir nos clients dans le développement de leurs affaires sur ce continent.

Cette volonté sera toujours accompagnée d'une mise en adéquation des moyens financiers et humains afin de répondre dans les mêmes conditions d'excellence aux exigences de nos clients.

En 2020, nous entendons poursuivre notre stratégie de croissance auprès des acteurs du négoce de matières premières mais aussi auprès des entreprises établies en Suisse et demandeuses d'un accompagnement à l'international.

Dans le même temps, nous continuerons d'amplifier notre présence auprès des institutionnels de la place en leur proposant nos services d'activités de marchés de capitaux.

En relevant ces nouveaux défis, nous veillerons à atteindre nos objectifs, qu'il s'agisse de notre place au sein du Groupe BRED ou de celle au sein de la place financière de Genève.

Bien cordialement,

**Stève Gentili**  
Président du Conseil d'administration

**Emmanuel Lemoigne**  
Directeur Général



PARTIE 2

# STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT

# STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT

## 2.1 LE GROUPE BPCE

### HISTOIRE

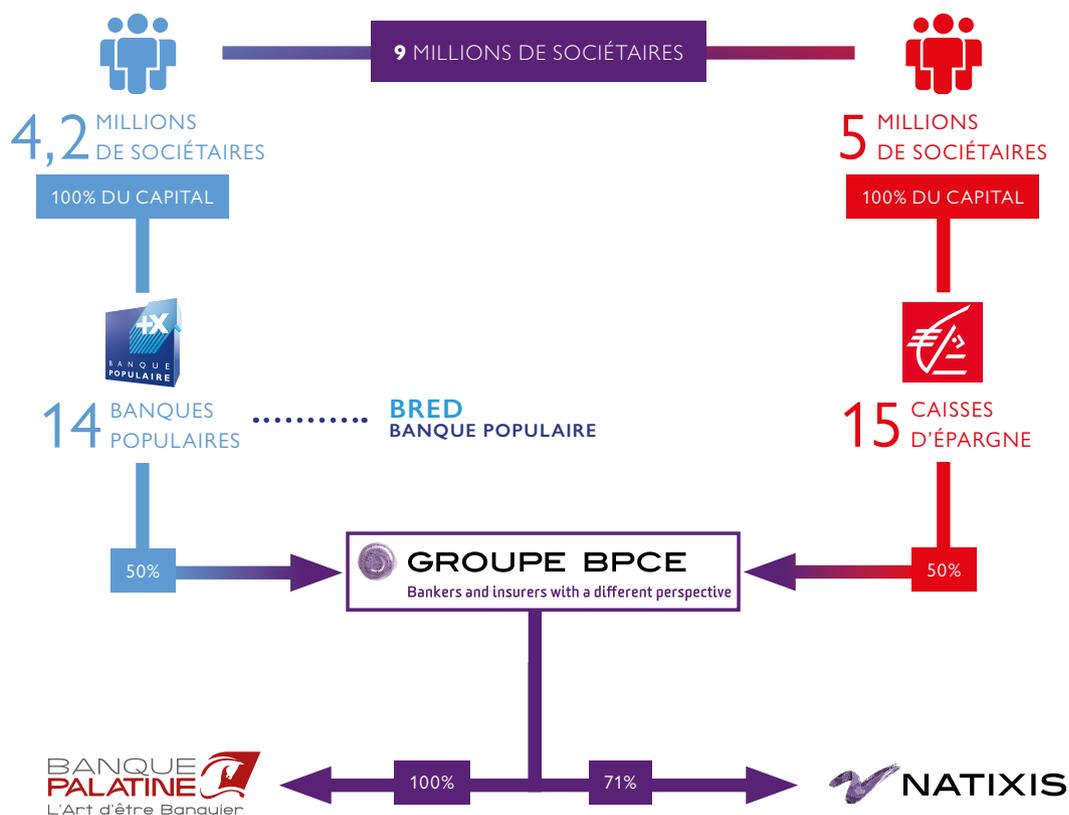
Créé en 2009, le Groupe BPCE est né de la fusion de deux grands réseaux coopératifs : Banque Populaire et Caisse d'Épargne. Le Groupe BPCE est le second groupe bancaire français.

### STRUCTURE

BPCE est une société anonyme dont les 14 Banques Populaires (dont la BRED) et les 15 Caisses d'Épargne sont les seules actionnaires. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

À ce jour, plus de 9 millions de sociétaires détiennent 100% du capital du groupe.

FIGURE 1 ORGANIGRAMME DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2019



## ACTIVITÉS

Avec 105'000 collaborateurs, le Groupe BPCE est au service de 36 millions de clients dans le monde : particuliers, professionnels, entreprises, investisseurs et collectivités locales. Il exerce tous les métiers

de la banque et de l'assurance. Il déploie également au niveau mondial, avec Natixis, les métiers de gestion d'actifs, de banque de grande clientèle et de paiements.

## CHIFFRES-CLÉS

Tableau 1 CHIFFRES-CLÉS DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2019

en mio d'EUR	2019	2018	Variation (absolue)	Variation (en %)
Produit net bancaire	24'305	24'001	304	1,3%
Résultat brut d'exploitation	6'722	6'314	408	6,5%
Résultat net part du groupe	3'030	3'026	4	0,1%
Ratio CET1	15,6%	15,8%	-0,2%	-1,3%

## 2.2 LE GROUPE BRED

### HISTOIRE

Le 7 octobre 1919, commerçants, industriels et artisans se réunissaient autour du Président de l'Union Commerciale et Industrielle de Vincennes, Louis-Alexandre Dagot, pour créer l'une des premières banques populaires. Le Groupe BRED a célébré cette année ses 100 ans.

### STRUCTURE

Le Groupe BRED est membre du Groupe BPCE.

La BRED Banque Populaire SA est la société mère du Groupe BRED. Elle est détenue par 200'000 sociétaires.

### ACTIVITÉS

Avec 6'000 collaborateurs, le Groupe BRED regroupe les activités diversifiées suivantes : banque de détail, banque de grandes entreprises et d'institutionnels, banque privée, société de gestion d'actifs, salle des marchés, compagnie d'assurances et financement du négoce international.

## IMPLANTATIONS ET FILIALES DU GROUPE BRED

Le Groupe BRED est implanté :

- en Europe: France, départements d'outre-mer, collectivités d'outre-mer et Suisse;
- en Asie: Laos, Cambodge et Thaïlande;
- en Afrique: Djibouti et Éthiopie;
- en Océanie: Nouvelle-Calédonie, Vanuatu, Îles Fidji et Îles Salomon.

Figure 2 IMPLANTATIONS ET FILIALES DU GROUPE BRED À L'ÉTRANGER



## CHIFFRES-CLÉS

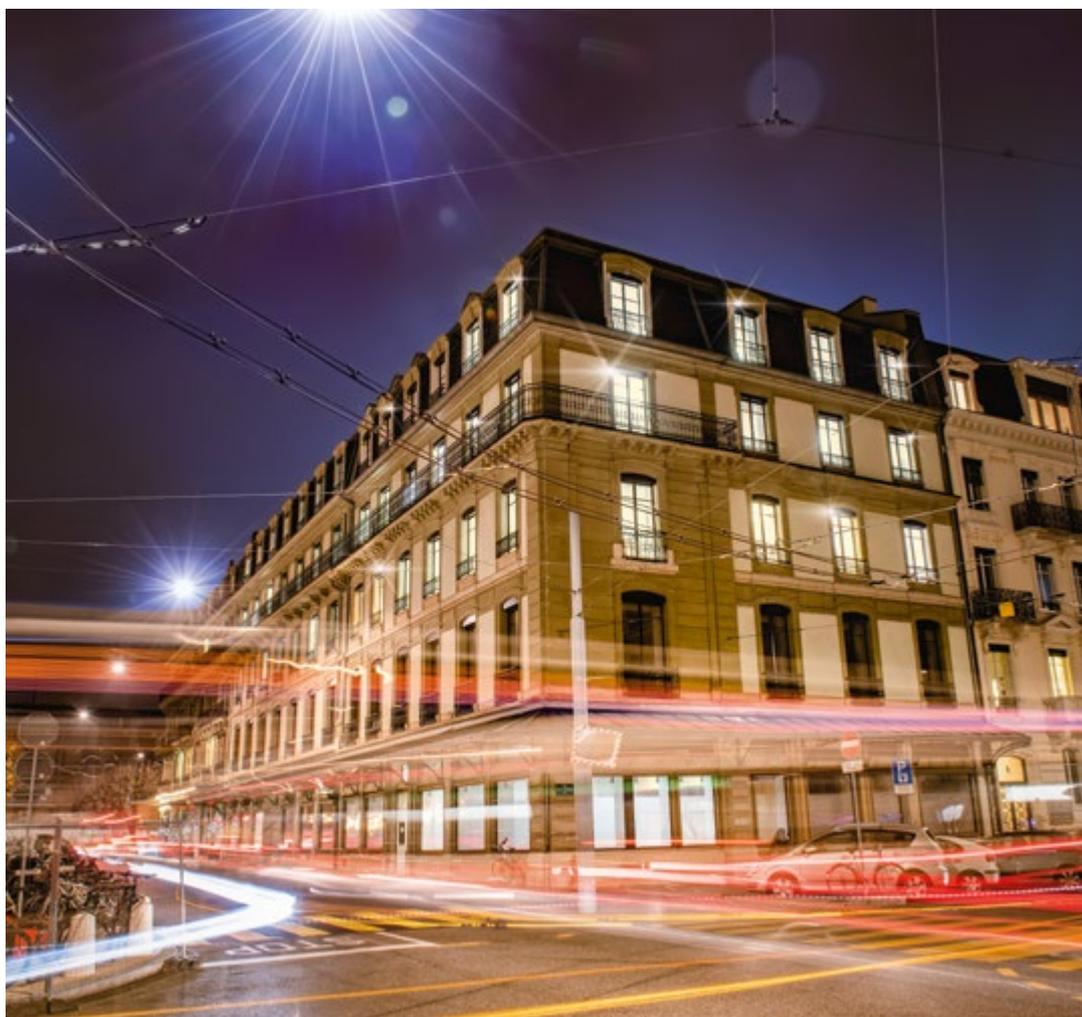
Tableau 2 CHIFFRES-CLÉS DU GROUPE BRED AU 31 DÉCEMBRE 2019

en mio d'EUR	2019	2018	Variation (absolue)	Variation (en %)
Produit net bancaire	1'252	1'191	61	5,1%
Résultat brut d'exploitation	499	474	25	5,2%
Résultat net part du groupe	307	277	29	10,6%
Ratio CET1	16,2%	16,0%	0,2%	1,3%

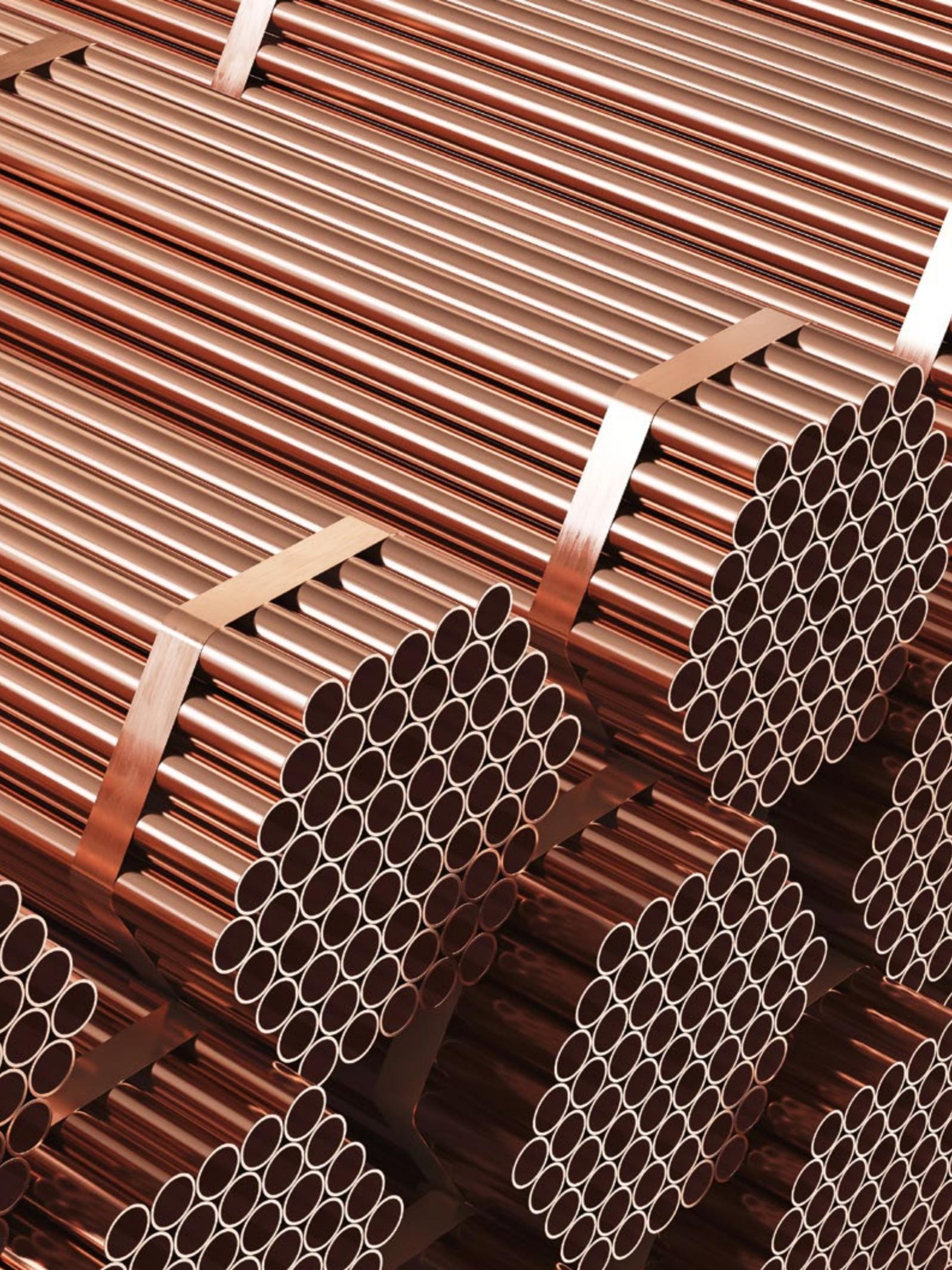
### 2.3 LA BIC-BRED (SUISSE) SA

Présente à Genève depuis 1991 sous forme de succursale, la Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA est une banque suisse de plein exercice depuis l'obtention en août 2015 de la licence bancaire de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Elle est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce – BRED SA, Paris, dont le capital est détenu à 99,99% par la Compagnie Financière de la BRED SA (COFIBRED), elle-même détenue à 100% par la BRED – Banque Populaire.



Le nouveau siège de la Banque au boulevard du Théâtre à Genève.



PARTIE 3

# GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

# GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

La Haute Direction de la Banque est assurée par le Conseil d'administration, appuyé par ses comités. La Direction de la Banque est assumée par le Comité de direction.

## 3.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

### MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration sont nommés par l'Assemblée Générale.

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'administration est composé de neuf membres, dont trois sont indépendants<sup>1</sup>. La composition du Conseil d'administration n'a pas changé en 2019.

### Stève Gentili

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN FRANCE

#### Rôle au sein du Conseil

Président du Conseil.

Président du Conseil d'administration de la BRED Banque Populaire et de COFIBRED (Compagnie Financière de la Bred), il est également administrateur de différentes entités du Groupe BRED et membre du Conseil de Surveillance de PREPAR VIE.

#### Formation

Titulaire d'une licence Informatique et Gestion et diplômé du Collège des Sciences Sociales et Économiques.

Il a été Président du Conseil de Surveillance de BPCE, administrateur de COFACE, de THALES et de VEOLIA.

#### Parcours professionnel

Stève Gentili a été Directeur Général d'une société agro-alimentaire et Président Directeur Général d'un groupe interprofessionnel d'entreprises.

Il est actuellement Président du Conseil d'administration de Natixis Institutions Jour et de PRAMEX International.

<sup>1</sup> Un membre du Conseil d'administration est réputé indépendant:

- s'il n'occupe pas d'autre fonction dans l'établissement et n'en a pas occupé au cours des deux dernières années;
- s'il n'a pas occupé, au cours des deux dernières d'années, la fonction d'auditeur responsable de l'établissement au sein de la société d'audit;
- s'il n'entretient avec l'établissement aucune relation d'affaires qui, par sa nature ou son ampleur, conduit à un conflit d'intérêts; et
- s'il ne détient pas de participation qualifiée dans l'établissement, ni ne représente un détenteur d'une telle participation.

## Louis Habib-Deloncle

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN SUISSE

### Rôle au sein du Conseil

Vice-Président du Conseil, membre indépendant.

### Formation

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise en droit international de l'Université de Paris 1.

### Parcours professionnel

Louis Habib-Deloncle a débuté sa carrière en tant que Directeur de la société United Commercial Agencies à Paris (1977-1980).

Il a ensuite été administrateur et Directeur Général d'Insurance Services Overseas (1980-1985).

De 1985 à 2000, il a été Président fondateur d'Unistrat P.A.R.I.S, et de 1984 à 2009, il a

été Président fondateur d'HDA devenue Assurances, Finances et Développement.

De 1990 à 2007, il a été Président du Directoire d'Eurexim Holding, et de 1994 à 2000, il a été Président Directeur Général d'Unistrat Assurances, Paris.

Il a fait partie du groupe de travail Solvency II de l'ICISA de 2009 à 2013 et fait partie du groupe assurance -crédit/caution de l'AIDA depuis 2009.

Depuis 2003, il est Président de Garant, compagnie basée à Vienne et Genève, spécialisée dans l'assurance-crédit et l'assurance des risques politiques pour les entreprises et les banques offrant des solutions Trade et Export Finance.

## Hervé Catala

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN FRANCE

### Rôle au sein du Conseil

Membre du Conseil, membre indépendant

### Formation

Titulaire d'une maîtrise de droit public.

### Parcours professionnel

Hervé Catala a effectué l'ensemble de sa carrière au sein de la Banque Indosuez puis de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

Après quelques années passées d'abord à Paris à la Direction des Engagements puis comme Banquier Conseil à la Direction des Grandes Entreprises Européennes, il rejoint en 1987 la Direction des Régions de France comme Directeur des succursales de Nancy puis de Lille et enfin de

la région Rhône-Alpes avant de prendre la responsabilité nationale en 1994.

Il est ensuite nommé CEO du Crédit Foncier de Monaco en 1999, puis de la Banque de Gestion Privée Indosuez en 2007.

En 2011, il rejoint la Suisse comme *Senior Country Officer* du groupe Crédit Agricole et devient CEO de Crédit Agricole Indosuez Switzerland, fonction qu'il occupe jusqu'en 2016, date à laquelle il rejoint le Comité de direction Générale du Pôle Grande Clientèle du groupe Crédit Agricole SA et le Comité de direction de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

## Jean-Luc Decornoy

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN SUISSE

### Rôle au sein du Conseil

Membre du Conseil

### Formation

Diplômé de l'École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales de Paris, expert-comptable et commissaire aux comptes.

### Parcours professionnel

De 1995 à 2002, Jean-Luc Decornoy a été membre du Conseil Régional de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles (CRCC).

Il a ensuite occupé la fonction de Vice-Président puis Président du département Appel Public à l'Épargne (APE) de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC).

De 2001 à 2013, il a occupé la fonction de Président de KPMG France, membre du Board Européen et du Board Mondial de KPMG, et de 2008 à 2013, il était Président du Comité d'Audit mondial de KPMG.

Il est administrateur de BIC-BRED Paris depuis 2014.

## Jean-Pierre Fourès

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN FRANCE

### Rôle au sein du Conseil

Membre du Conseil

### Formation

Licencié en droit public, diplômé de l'École Supérieure de Journalisme, de l'École Nationale Supérieure de Police et de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale.

### Parcours professionnel

Jean-Pierre Fourès occupe actuellement les fonctions de co-gérant de SEC Sari, il est également administrateur de la BRED Banque Populaire, administrateur de BRED Gestion, administrateur de la BIC-BRED Paris et administrateur de la Fondation BRED.

Il est aussi administrateur de la Fondation Hospitalière Sainte Marie et administrateur de Rougier SA.

## Jean-Paul Julia

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN FRANCE

### Rôle au sein du Conseil

Membre du Conseil

### Formation

Diplômé de l'École Nationale d'Administration

### Parcours professionnel

Jean-Paul Julia a commencé sa carrière à Lyon dans le secteur privé (vente).

Il a rejoint le service de l'État en 1997, réalisant un parcours principalement

consacré aux entreprises (PME et PMI dans la région Rhône-Alpes, Secrétaire Général Adjoint du CIRI en charge des entreprises en difficulté).

Après une expérience internationale (au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale), il a rejoint le Cabinet du ministre des Finances pour traiter du sujet du financement des entreprises.

Il est depuis juin 2015, Directeur de la Banque de grande clientèle et membre du Comité exécutif de la BRED.

## **Olivier Klein**

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN FRANCE

### **Rôle au sein du Conseil**

Membre du Conseil

### **Formation**

Diplômé de l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique et du Cycle d'Études Supérieures en Finance de HEC Paris

### **Parcours professionnel**

Olivier Klein a débuté sa carrière chez BFCE Natexis (1985) où il a notamment occupé le poste de Directeur régional (1993-1996).

Il a ensuite été membre du Comité exécutif, Directeur commercial et du développement auprès de B.R.A. Groupe CIC (1996-1997).

De 1998 à 2000, il a assuré le remplacement du Président du directoire du Groupe Caisse d'Épargne Caisse de Picardie.

De 2000 à 2007, il a assuré la présidence du directoire de la Caisse d'Épargne Île-de-France Ouest, ainsi que la présidence de la Commission Nationale Banque de Détail du Groupe Caisse d'Épargne.

De février 2007 à avril 2010, il a occupé la fonction de dirigeant de la Caisse d'Épargne Caisse Rhône-Alpes, et d'avril 2010 à septembre 2012, il a occupé le poste de Directeur Général du Groupe BPCE.

Depuis septembre 2012, il est Directeur Général de la BRED Banque Populaire, Paris.

## Marc Robert

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN FRANCE

### Rôle au sein du Conseil

Membre du Conseil

### Formation

Diplômé de l'ESSEC Paris, titulaire d'un DEA en Économie Internationale de Sciences Po Paris et PhD *in Economics* de University of California

### Parcours professionnel

Marc Robert a été assistant professeur à Sciences Po Paris de 2007 à 2010.

En 2003, il débute sa carrière comme conseiller de l'Administrateur pour la France au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale à Washington.

Il entre dans le groupe Dexia en 2006 où il exerce différentes fonctions, de Directeur de la zone Asie jusqu'à Directeur des Opérations et membre du Comité exécutif.

De 2013 à 2014, il est membre de la Direction et Directeur des opérations de la Société de Financement Local.

En 2014, il est recruté par la BRED Banque Populaire comme Directeur de l'International et membre du Comité exécutif. Il est notamment en charge du développement du Groupe BRED Banque Populaire dans plus de onze pays, en direct et à travers des filiales bancaires ou des participations.

Il est Président du Conseil d'administration de BRED Vanuatu Ltd et de BCI Mer Rouge. Il est Directeur Général de BIC-BRED Paris et membre de son Conseil d'administration en tant que représentant de BRED Banque Populaire.

Il est aussi administrateur ou représentant permanent de COFIBRED aux conseils d'administration de diverses entités du Groupe BRED.

## Jean-Pierre Vettovaglia

DE NATIONALITÉ SUISSE ET DOMICILIÉ EN FRANCE

### Rôle au sein du Conseil

Membre du Conseil, membre indépendant

### Formation

Études de droit dans les universités de Lausanne, Rome et Genève

### Parcours professionnel

Jean-Pierre Vettovaglia a passé le concours d'entrée à la carrière diplomatique en 1969.

Au cours de son parcours diplomatique, il a exercé les fonctions de secrétaire, ministre, délégué et expert, notamment auprès de l'Ambassade de Suisse au Ghana (1971-1974), en Inde et au Népal

(1974-1977), en Yougoslavie (1977-1981), et pour la Mission permanente de la Suisse auprès des organisations internationales à Genève (1983-1988).

Il a ensuite été ambassadeur à Vienne (1988-1993), en Roumanie (1993-1996) et à Paris (2000-2007).

Il a été administrateur de la BIC-BRED Paris jusqu'au 30 mai 2016.

Il travaille comme consultant international depuis 2007.

Il exerce la fonction d'éditorialiste pour les questions internationales auprès de *Q Magazine*.

## DEVOIRS ET COMPÉTENCES

Le Conseil d'administration exerce la haute direction et surveillance de la Banque. Lui incombe notamment la responsabilité ultime de la surveillance de la conduite des affaires de la Banque ainsi que du contrôle des personnes chargées de la gestion. Il s'assure en particulier que ces dernières respectent la loi, les statuts, les règlements et instructions.

Le Conseil d'administration détermine la politique générale de la Banque. Il veille, à cet égard, à la mise en place d'une organisation adéquate dans l'optique du bon fonctionnement de la Banque. Il édicte les règlements nécessaires à la gestion de la Banque, à la surveillance de cette gestion et à la détermination des attributions des organes de l'administration et de la gestion. Il approuve le règlement interne.

### 3.2 COMITÉS ET DÉLÉGATION

Afin de l'assister dans l'accomplissement de ses devoirs, le Conseil d'administration a établi deux comités. Le Conseil d'administration reste responsable des tâches déléguées à ces comités.

La composition de ces comités n'a pas changé en 2019.

Tableau 3 EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTERNE DE LA BANQUE

Composition des comités	Rôles principaux
<b>Comité d'audit</b> Louis Habib-Deloncle (Président) Jean-Luc Decornoy Marc Robert Jean-Pierre Vettovaglia Hervé Catala	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Surveillance et évaluation de l'intégrité des boucllements financiers;</li><li>▪ Surveillance et évaluation du système de contrôle interne;</li><li>▪ Surveillance et évaluation de l'efficacité du réviseur externe et de sa coopération avec l'audit interne;</li><li>▪ Évaluation de l'audit interne.</li></ul>
<b>Comité du conseil</b> Marc Robert (Président) Olivier Klein Stève Gentili	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Examine et valide les dossiers de crédit qui lui sont soumis.</li></ul>



Messieurs Monnier,  
Lemoigne et Nater,  
membres du Comité  
de direction.

### 3.3 COMITÉ DE DIRECTION

#### MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

La Direction est assumée par le Comité de direction, désigné par le Conseil d'administration.

La composition du Comité de direction n'a pas changé en 2019.

#### **Emmanuel Lemoigne**

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN SUISSE

#### **Rôle au sein du Comité de direction**

Directeur Général depuis 2015.

#### **Formation**

Diplôme universitaire de technologie en gestion des entreprises et des administrations, diplôme de l'École Supérieure de Commerce d'Amiens (ISAM), diplôme d'études supérieures de l'Institut Technique de Banque, diplôme du Centre d'Études Supérieures de Banque.

#### **Parcours professionnel**

Emmanuel Lemoigne a effectué l'ensemble de sa carrière au sein de la BRED,

d'abord en qualité de *Group Manager and Sales Manager* en *Retail Banking* (1991-2001), puis en tant que *Head of Distribution* en *Corporate Banking* (2001-2005).

Il a également occupé la fonction de *Regional Manager* en *Retail et Corporate Banking* (2005-2009) et de 2009 à 2015, il était *Executive Director* et membre du Comité exécutif du Groupe BRED, en charge de la Banque de Grande Clientèle.

## François Monnier

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN SUISSE

**Rôle au sein du Comité de direction**  
Directeur Général Adjoint et Directeur Commercial depuis 2015.

### Formation

Diplômé de l'Institut Supérieur de Gestion.

### Parcours professionnel

François Monnier a débuté sa carrière auprès de la Compagnie Bancaire (1988-1994).

Il a ensuite travaillé comme chargé d'affaires entreprises auprès du Crédit

National (1994-1998) devenu Natixis quelques années plus tard.

De 1998 à 2001, il a été *Chief Representative* de Natixis en Indonésie puis a occupé à son retour en France la fonction de *Head of Paris Group Metaux* puis *Soft Commodities* au sein du département Négoces de Natixis (2001-2009). À partir de 2009, il a rejoint BNP Paribas (Suisse) et est devenu en 2012, *Group Head, Energy and Metals*, au sein d'*Energy and Commodity Finance*.

## Franck Nater

DE NATIONALITÉ SUISSE ET DOMICILIÉ EN FRANCE

**Rôle au sein du Comité de direction**  
Directeur Général Adjoint et Directeur des Opérations depuis 2015.

### Formation

Diplômé en sociologie et relations publiques de l'Université de Paris.

### Parcours professionnel

Franck Nater a débuté sa carrière auprès de la B.A.I.I., Paris en tant qu'*Account Officer* (1989-1991).

Il a travaillé auprès de la Bank Brussel Lambert (Suisse) en qualité de *Team Head L/C Department* (1991-1995).

De 1995 à 1999, il a occupé les fonctions de *Relationship Manager Commodity Trade Finance* auprès du Crédit Lyonnais (Suisse) puis a rejoint BNP Paribas (Suisse) occupant successivement de 1999 à 2015 les postes de *Relationship Manager Commodities Trade Finance*, *Team Head Collateral Officer Commodities Trade Finance*, *Deputy Head Collateral Officer CIB Energy Commodity Financing* et *Head Transaction Management CIB Energy Commodity Financing*.

## Antoine Spinelli

DE NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DOMICILIÉ EN SUISSE

### Rôle au sein du Comité de direction

Directeur des Risques, responsable de la direction des risques, de la *compliance* et du contrôle permanent depuis 2018.

### Formation

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'École Supérieure d'Optique de Palaiseau, de deux Masters of Science en Optique, Photonique et Hyperfréquences et en Image et Vision de l'Université Jean Monnet et d'un MBA de HEC Paris.

### Parcours professionnel

Antoine Spinelli a débuté sa carrière dans l'industrie des mines.

Après une étape d'entrepreneur, il a intégré en 2008 la société Moody's où il a occupé à Londres puis à Paris des fonctions de *Relationship Manager* pour les solutions de gestion du risque de crédit et du risque réglementaire lié à Bâle II/III.

En 2015, il a rejoint Deloitte SA à Genève en tant que responsable pour la Suisse de la *Practice audit* pour la gestion des risques des institutions financières.

Il a effectué en 2016 un détachement à la FINMA au sein du département *Risk management* de la division Banques.

## DEVOIRS ET COMPÉTENCES

Le Comité de direction est responsable de la gestion quotidienne et de l'organisation appropriée de la Banque devant le Conseil d'administration. Il assume par tous les moyens à sa disposition la bonne marche des affaires de la Banque.

Il fait régulièrement rapport au Conseil d'administration de l'évolution des affaires et de la Banque. Il veille à la bonne et fidèle exécution de toutes les décisions adoptées par le Conseil d'administration.



PARTIE 4

# LES ACTIVITÉS

# LES ACTIVITÉS

Basée au cœur de Genève, une des principales places mondiales du négoce de matières premières, la BIC-BRED (Suisse) SA poursuit sa stratégie de développement tournée vers le financement du négoce de matières premières avec une vaste gamme de solutions de financement et de services.

## 4.1 LE FINANCEMENT DU NÉGOCE INTERNATIONAL

La Banque propose des solutions de :

- préfinancement en faveur de producteurs pour de la marchandise en cours de production ou d'extraction;
- financement de marchandises durant des phases de transport logistique (par bateau, pipeline, rail...);
- financement de marchandises durant des phases de stockage sur une courte durée ou pour accumulation dans des pays producteurs jusqu'à leur distribution dans les pays consommateurs ou effectuant la transformation (au port ou *inland*, à l'export ou à destination);
- financement de créances sécurisées par une assurance-crédit, un accreditif, canal bancaire ou une facture;
- financement de la couverture (*hedging*) des risques de prix et de change sur base *spot* ou à terme sur différents types de devises.

La collaboration étroite entre les départements «Commercial CTF» et «Collatéral».



La Banque offre ce panel de produits et services sur différents secteurs:

- énergie: pétrole brut, produits pétroliers, GNL...;
- métaux: acier, minerais, ferro-alliages...;
- produits agricoles: céréales, oléagineux et produits tropicaux tels que le café, cacao, sucre, coton;
- produits manufacturés.

Le portefeuille de clients de la Banque est composé d'une centaine de groupes du négoce international, répartis sur ces 4 secteurs. Si la majeure partie du

portefeuille est liée à des groupes domiciliés en Suisse, la Banque adresse les besoins de ses clients en structurant des opérations de matières premières sans restriction géographique (hormis les restrictions liées au respect des règles internationales) et est en mesure de financer des entreprises non suisses.

La BIC-BRED (Suisse) SA se positionne comme un acteur de niche qui privilégie la flexibilité et la rapidité d'exécution en s'appuyant sur le professionnalisme de ses équipes.

## 4.2 LE FINANCEMENT CORPORATE ET LES SERVICES AUX ENTREPRISES

La Banque propose des solutions de financement sur mesure à une clientèle de sociétés exportatrices et propose une large gamme de services bancaires:

- lignes de financement du besoin en fonds de roulement ou des investissements, sous forme bilatérale ou syndiquée, en trésorerie ou en engagement par signature;

- émission de garanties: garantie de restitution d'acompte, garantie de soumission, garantie de performance;
- opérations de commerce international: encaissements documentaires, émission de lettres de crédit, SBLC ou garanties de marché;
- activité de change spot ou à terme;
- *Cash Management* et gestion de trésorerie en partenariat avec Kyriba<sup>2</sup>.

## 4.3 LES PRODUITS ET SERVICES BANCAIRES

En appui aux activités précédentes, la Banque poursuit la densification de son réseau de correspondants bancaires pour répondre au besoin de sécurisation des transactions à l'international de ses clients. De manière spécifique et après analyse, cette offre peut être élargie à

des clients sans financement. La Banque est ainsi en mesure d'offrir des services de confirmation et d'escompte d'instruments financiers (lettre de crédit, effet de change...).

---

<sup>2</sup> Kyriba est le leader mondial en matière de solutions de gestion de trésorerie et de financement dans le *Cloud*, et propose des fonctionnalités essentielles pour la gestion des risques, la trésorerie, les paiements et le fonds de roulement.

Dans ce cadre, la Banque s'appuie sur le puissant réseau de correspondants bancaires du Groupe BRED qui couvre plus

de 150 pays dans le monde et compte plus de 500 banques sur les 5 continents.

#### 4.4 LES PRODUITS DE MARCHÉ

En coopération avec la salle des marchés de la BRED, la Banque propose :

- des placements multidevises à diverses échéances;
- un large éventail de produits (IRS, options...) permettant de se prémunir contre les risques de taux et de change;

- une offre de services institutionnels et établissements financiers (*repurchase agreement*, émission d'instruments de marché...).

Réunion de travail  
entre les collaborateurs  
des départements  
«Commercial CTF» et  
«Crédits et Engagements».



La  
banque  
est.  
active  
dans le  
financement  
du  
negoce  
de matières premières.

La gamme de prestations couvre tous les types de crédits et d'encaissements documentaires, mais aussi les garanties, les financements d'exportations et les opérations d'escompte.



PARTIE 5

# REVUE 2019

# REVUE 2019

## 5.1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL<sup>3</sup>

### 2019, LA CROISSANCE MONDIALE S'ESSOUFFLE

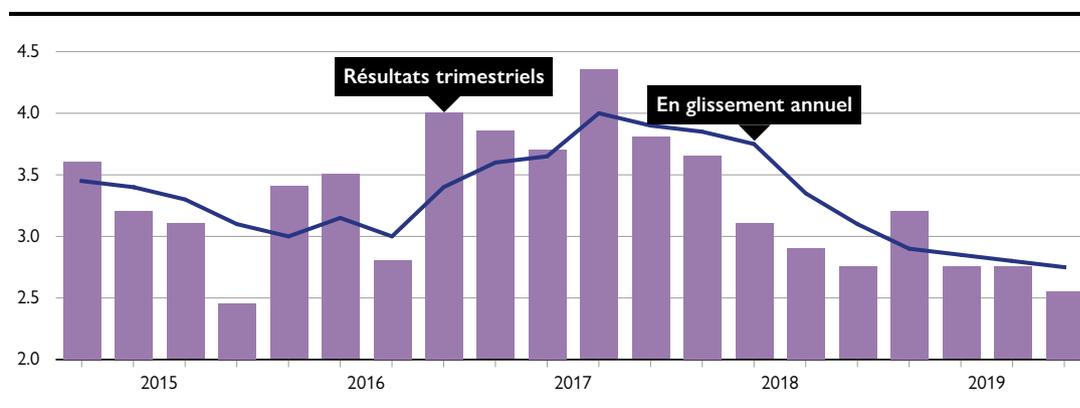
En 2019, la croissance mondiale tombe à son plus bas niveau depuis la crise financière, passant de 3,5% en 2018 à 2,9% en 2019. L'année a été marquée par un ralentissement économique au niveau mondial, l'activité ayant été perturbée dans un certain nombre de pays par des mouvements de grève, des troubles sociaux et des catastrophes naturelles.

Aux États-Unis, la croissance a marqué un ralentissement, à 2,3% en 2019 par rapport aux 2,9% observés en 2018. Les baisses d'impôts votées fin 2017 pour soutenir l'investissement et la consommation ont certes stimulé la croissance en 2018, mais en 2019, leurs effets ont commencé à s'estomper. Par ailleurs, les tensions commerciales entre les États-Unis et la

Chine ont eu un impact sur l'économie mondiale. Les droits de douane sur les produits chinois étaient en moyenne de 3% jusqu'à l'automne 2018. Ils sont passés à 6% en octobre 2018, à 12,3 % en mai 2019 puis à 15,4 % en septembre 2019. Le relèvement des droits de douane frappant le commerce bilatéral entre ces deux pays a créé un sentiment d'inquiétude généralisé qui s'est diffusé à l'ensemble des investisseurs, si bien que ce conflit entre les deux plus grandes puissances économiques mondiales a provoqué un ralentissement global de l'activité.

La croissance est restée en demi-teinte dans de nombreuses économies de marché émergentes. En Chine, le PIB diminue lentement, passant de 6,6% en 2018 à 6,1% en 2019. En Inde, l'importance des créances douteuses ou

Figure 3 CROISSANCE DU PIB MONDIAL, OCDE (TAUX ANNUELS EN %)



### 3 Sources

- Perspectives économiques de l'OCDE de mai 2019
- Rapport intermédiaire de l'OCDE du 2 mars 2020 intitulé «Coronavirus: l'économie mondiale menacée»
- Article «La guerre des prix du pétrole, pari risqué de l'Arabie saoudite», Le point du 9 mars 2020

litigieuses, ajoutée au surendettement affiché dans les bilans des entreprises, pèse sur l'investissement et contribue à l'importante baisse du PIB à 4,9% en 2019 contre 7,0% en 2018.

Les échanges mondiaux demeurent très faibles. Les volumes des échanges de marchandises ont diminué globalement sur toute l'année 2019, se contractant particulièrement au quatrième trimestre 2019.

#### 2020, UNE ÉCONOMIE MONDIALE MENACÉE

Depuis le déclenchement de l'épidémie de coronavirus (COVID-19) en janvier 2020, celle-ci a été la cause de perturbations économiques majeures.

La contraction de la production en Chine a eu des effets dans le monde entier, témoignant de l'importance de ce pays dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, et sur les marchés des produits de base en tant que premier acheteur mondial de matières premières.

Début mars 2020, l'Arabie Saoudite, chef de file de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a fait pression pour réduire la production de pétrole afin de compenser la baisse de la demande mondiale en raison de l'épidémie. Mais la Russie, deuxième producteur mondial après les États-Unis, s'y est opposé. En réaction, l'Arabie Saoudite a déclenché une guerre des prix du pétrole, entraînant un effondrement du prix du baril dans des proportions historiques.

Sous le double effet de la propagation du coronavirus dans le monde et du plongeon du cours du pétrole, les marchés chutent brusquement début 2020.

L'évolution de l'épidémie de coronavirus, avec ses effets négatifs sur la croissance, les marchés financiers, le secteur des voyages, ainsi que les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, a poussé l'OCDE à revoir ses perspectives économiques à la baisse pour 2020.

Alors qu'en novembre 2019, l'OCDE prévoyait une croissance mondiale stable en 2020 à 2,9% de croissance du PIB, en mars 2020, l'OCDE prévoit une baisse de la croissance mondiale en 2020 à 2,4% de croissance du PIB. Ces prévisions se basent sur l'hypothèse d'une épidémie circonscrite, selon laquelle le pic épidémique serait atteint en Chine au cours du premier trimestre 2020 et que dans les autres pays, l'épidémie se révélerait plus modérée.

Dans l'hypothèse d'une épidémie plus durable qui se propagerait de façon importante à la région Asie-Pacifique, l'Europe et l'Amérique du Nord, la demande fléchirait plus fortement dans la plus grande partie du monde pendant une période prolongée. En conséquence, la croissance mondiale pourrait tomber à 1,5% en 2020 selon les calculs de l'OCDE, la moitié du taux de croissance prévu avant la survenue de l'épidémie.

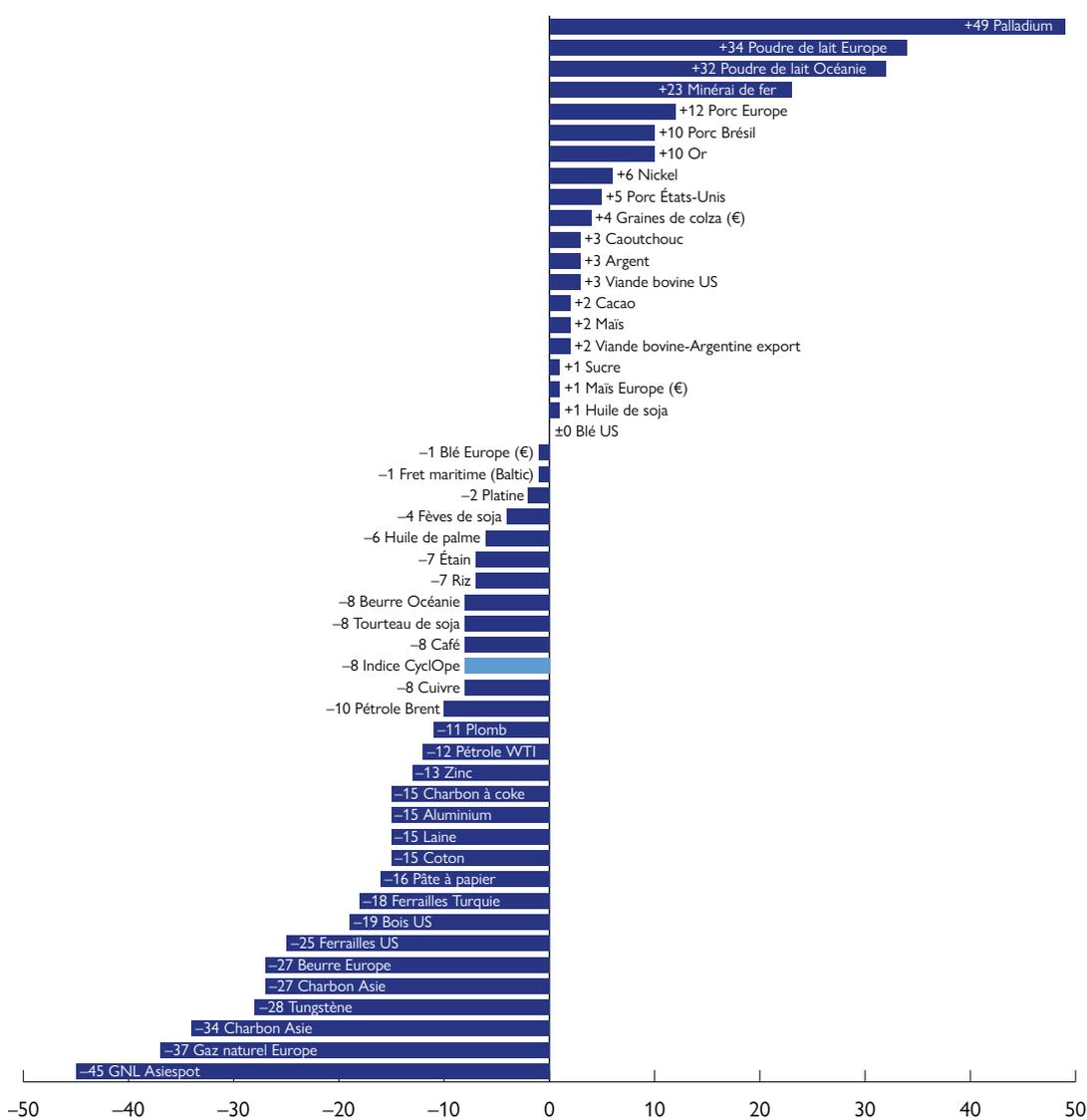
## 5.2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DES MATIÈRES PREMIÈRES<sup>4</sup>

2019, UN MARCHÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES EN REcul

En 2019, les marchés mondiaux de matières premières tels que mesurés

par l'indice CycloPe se sont inscrits en recul de 8% en moyenne par rapport à 2018.

Figure 4 ÉVOLUTION DES PRIX EN 2019 (CERCLE CYCLOPE, MOYENNE 2019 SUR 2018 EN POURCENTAGE)



4 Source: Analyse «Marchés internationaux – Bilan 2019 et Prévisions 2020», Cercle CycloPe, Philippe Chalmin, janvier 2020.

Ce recul peut s'expliquer par le fait que dans de nombreux pays, l'heure a été aux excédents et donc à la baisse des prix, fragilisés un peu plus par la fermeté du dollar, la devise de référence des cotations mondiales. En conséquence, les investisseurs se sont désintéressés de cette classe d'actifs, amplifiant un peu plus le climat de morosité qui régnait sur l'économie.

### **Métaux**

2019 a été l'année du palladium, dont le prix a augmenté de 49%, à 1'943 USD fin 2019. En l'espace de quelques années, le prix de ce métal précieux a quadruplé. Début janvier 2020, il a dépassé le montant de 2'000 USD l'once, seuil que l'or n'est jamais parvenu à approcher.

L'or, quant à lui, a profité des taux négatifs pour gagner 10%, s'établissant ainsi à 1'572 USD l'once fin 2019.

Le cobalt et le lithium ont vu leurs prix s'effondrer. Le nickel a fait un temps illusion grâce à un embargo indonésien. Le cuivre a à peine frémé. Et la situation a été à peu près identique pour les autres métaux non ferreux malgré des fondamentaux plutôt déficitaires.

La cotation du minerai de fer sur le marché chinois de Dalian a plus que doublé début 2019 en raison de l'accident qui a affecté en début d'année le groupe Vale. Plus grand producteur de minerai de fer au monde avec 24% de part de marché, le groupe Vale annonçait en janvier 2019 suite à la rupture d'un de ses barrages miniers au Brésil,

la mise hors service de 10 barrages de résidus miniers dans les trois ans. Mais en fin d'année, malgré le maintien des importations chinoises à un niveau élevé, les prix sont retombés, tout comme d'ailleurs ceux de l'acier, ouvrant une nouvelle page de crise pour la sidérurgie occidentale.

### **Énergie**

Du côté de l'énergie, sur un marché devenu excédentaire en raison de la dynamique pétrolière américaine, les producteurs ont bien du mal à maintenir le baril de Brent autour de 60 USD.

Les marchés des autres énergies ont été fortement baissiers, qu'il s'agisse du gaz naturel (et surtout du GNL sur le marché asiatique en baisse de 45%) ou du charbon.

### **Produits agricoles**

L'année 2019 a été difficile pour les produits agricoles.

À la notable exception de l'Australie, où la situation de sécheresse devient structurelle, les conditions climatiques ont été à peu près partout optimales, les récoltes excellentes et la plupart des marchés excédentaires. Les prix du sucre, du café, du coton, du caoutchouc, des céréales et des oléagineux sont restés à des niveaux déprimés et dans nombre de pays, les gouvernements sont intervenus pour soutenir leur agriculture.

En fin d'année toutefois, la recrudescence de l'épidémie de fièvre porcine africaine en Asie a poussé à la hausse

non seulement les prix du porc, mais aussi ceux de toutes les viandes en raison de l'importance de la demande chinoise.

#### 2020, DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE TRÈS INCERTAINES POUR LES MATIÈRES PREMIÈRES

La Chine étant le premier consommateur mondial de matières premières et l'Arabie Saoudite ayant amorcé une guerre des prix du pétrole, l'impact de l'épidémie de coronavirus s'est fait fortement sentir sur les principaux produits de base. Le monde est confronté au plus grand choc de la demande depuis la crise financière, entraînant une baisse généralisée des cours des matières premières.

Le prix du baril de Brent, oscillant aux alentours de 65 USD en 2019, plonge en 2020 jusqu'à atteindre le prix minimum de 24 USD à fin mars.

Certains métaux précieux, valeurs refuges en cas d'incertitudes, tirent leur épingle du jeu, comme le palladium, l'or et le rhodium dont le cours s'envole.

Les perspectives de croissance 2020 sont actuellement très incertaines. Elles dépendront notamment :

- des mesures coordonnées qui seront mises en place par les pouvoirs publics de toutes les grandes économies pour contenir la propagation du virus, renforcer les systèmes de santé, rétablir la confiance, stimuler la demande et limiter les effets négatifs sur l'offre ;
  - de l'évolution des relations entre les États-Unis et la Chine ;
  - de la situation dans le Golfe arabo-persique,
- autant d'interrogations dont les marchés de matières premières seront comme souvent un précieux révélateur.

### 5.3 LA BIC-BRED (SUISSE) SA DANS L'ANNÉE

#### DE TRÈS BONS RÉSULTATS

La BIC-BRED (Suisse) SA clôture l'exercice 2019 sur une forte croissance de ses résultats, avec une progression de 17% du produit d'activité bancaire à CHF 18,3 mios.

Cette progression des revenus, permet d'afficher un résultat net de CHF 6,0 mios après 4 ans d'activité et s'accompagne de fondamentaux bilanciers solides comme en témoignent des ratios de solvabilité solides, une liquidité confortable et un portefeuille de crédits de qualité.

#### UNE SOLVABILITÉ SOLIDE

Les bons résultats 2019 ont permis à la Banque de renforcer ses fonds propres pris en compte. Ceux-ci ont augmenté de 7%, passant ainsi de CHF 92 mios en 2018 à CHF 98 mios en 2019. Les fonds

propres pris en compte sont constitués à 75% de fonds propres de base durs (CET1) et à 25% de fonds propres de base supplémentaires (AT1) correspondant à un prêt subordonné octroyé par le groupe BRED Banque Populaire.

La hausse des actifs pondérés (RWA) de 32% s'explique par la variation conjoncturelle de la répartition des encours au 31 décembre 2019.

En conséquence, le ratio de solvabilité baisse en 2019 tout en restant confortable par rapport à l'exigence réglementaire de 10,5%, passant ainsi de 24,4% au 31 décembre 2018 à 19,7% au 31 décembre 2019.

Tableau 4 **EXTRAIT DES STATISTIQUES BNS CRSABIS AU 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2019**

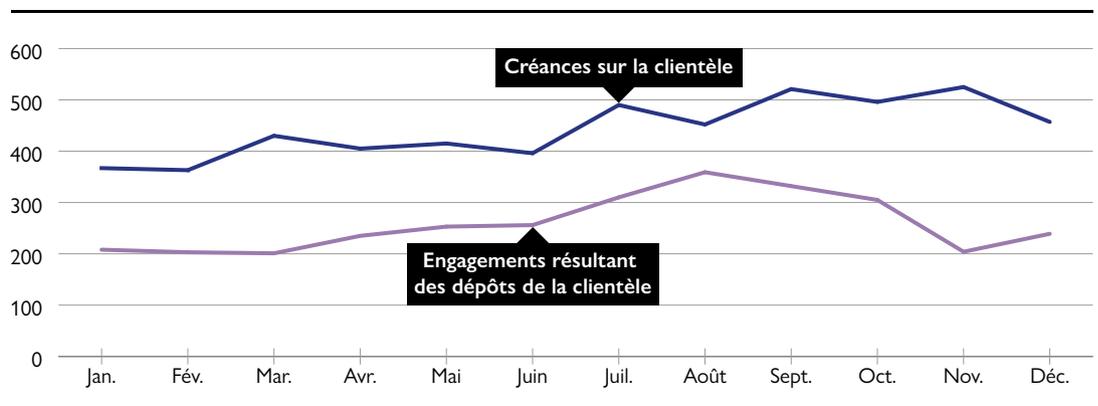
en mio d'EUR	31.12.2019	31.12.2018	Variation (absolue)	Variation (en %)
Fonds propres pris en compte	98'157	92'103	6'054	7%
<i>Dont fonds propres de base durs (CET 1)</i>	73'157	67'103	6'054	9%
Actifs pondérés (RWA)	499'015	377'396	121'619	32%
Ratio de solvabilité (en %)	19,7%	24,4%	-4,7%	-19%
Ratio CET1 (en %)	14,7%	17,8%	-3,1%	-18%
Ratio de levier (en %)	11,3%	10,5%	0,9%	8%

## UN PROFIL DE LIQUIDITÉ CONFORTABLE

Depuis sa filialisation, la Banque a entrepris une stratégie de collecte des dépôts issus de la clientèle et de développement de ses lignes interbancaires. Ceci lui permet de diversifier ses sources de refinancement, tout en optimisant ses charges.

En 2019, la Banque a financé plus de la moitié de ses créances sur la clientèle grâce aux dépôts des clients. Le surplus est financé par des banques, dont les engagements ont baissé, passant de CHF 543 mios au 31 décembre 2018 à CHF 467 mios au 31 décembre 2019.

Figure 5 ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DÉPÔTS SUR LA CLIENTÈLE EN 2019



Afin de financer sa forte croissance, la Banque a obtenu en 2019 de nouvelles lignes interbancaires. Ces lignes garantissent à la Banque d'avoir les fonds nécessaires à son développement futur.

Une gestion fine du ratio LCR est effectuée afin de le maintenir dans une fourchette permettant l'optimisation du coût de refinancement réglementaire. Ce ratio est de 136% au 31 décembre 2019.

## POLITIQUE DE CRÉDIT

Dans le cadre de l'octroi de crédit, la Banque privilégie les clients avec lesquels elle peut développer une relation

transactionnelle non confirmée et de relative proximité. Ainsi au 31 décembre 2019, la clientèle est constituée majoritairement de sociétés de négoce domiciliées en Suisse (66% des encours bruts) ou en Europe (16% des encours en bruts).

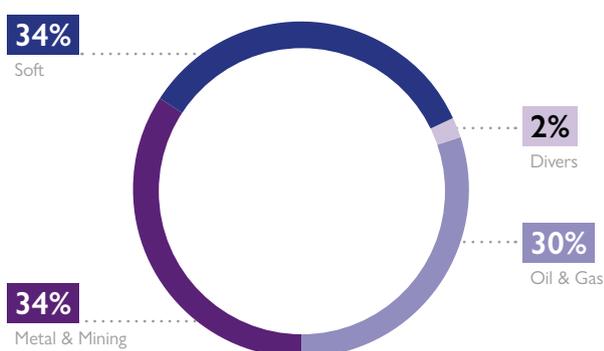
La Banque gère ses risques en s'appuyant sur une forte sélectivité de ses clients et de leurs opérations, faisant suite à un niveau élevé d'analyse permettant une connaissance fine des risques.

Elle fonde aussi son approche sur la diversification des risques: pluralité des types de contreparties (groupes

intégrés, indépendants, etc.), répartition sur différentes matières premières, limitation de montants unitaires, obtention de sûretés spécifiques, encadrement des risques indirects...

En 2019, les encours moyens bruts au bilan et au hors bilan se répartissent par secteur comme suit (voir figure 6).

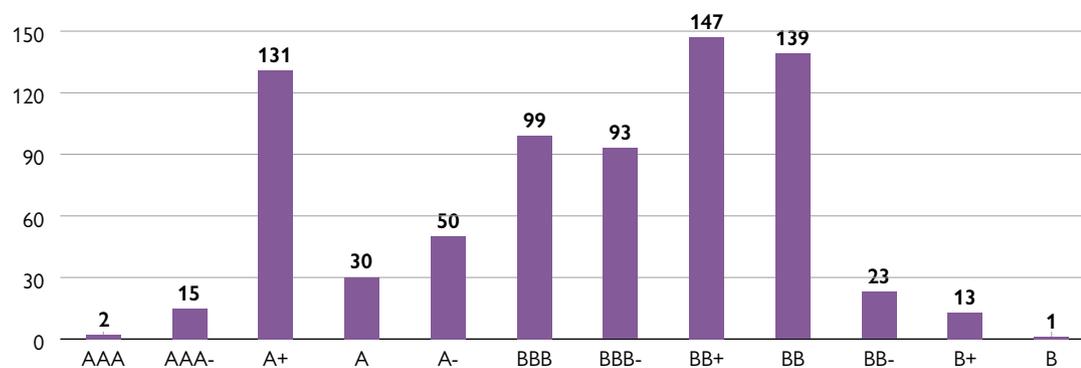
Figure 6 RÉPARTITION DES ENCOURS MOYENS BRUTS 2019 AU BILAN ET AU HORS BILAN



La banque cible des clients présentant des situations financières satisfaisantes, comme le montre le graphique de répartition des encours sains par rating interne au 31 décembre 2019 (voir figure 7).

Les créances compromises sont provisionnées à 100% depuis fin 2018. Aucune nouvelle correction de valeur n'a été constituée en 2019.

Figure 7 RÉPARTITION DES ENCOURS NETS SUR LA CLIENTÈLE, BILAN ET HORS BILAN, PAR RATING INTERNE (EN CHF MILLIONS)





PARTIE 6

# DONNÉES FINANCIÈRES

# DONNÉES FINANCIÈRES

## 6.1 COMMENTAIRE DES COMPTES

### PRODUIT D'ACTIVITÉ BANCAIRE EN FORTE HAUSSE

Par rapport à l'exercice 2018, le produit d'activité bancaire de la Banque a progressé de 17% à 18'280 kCHF.

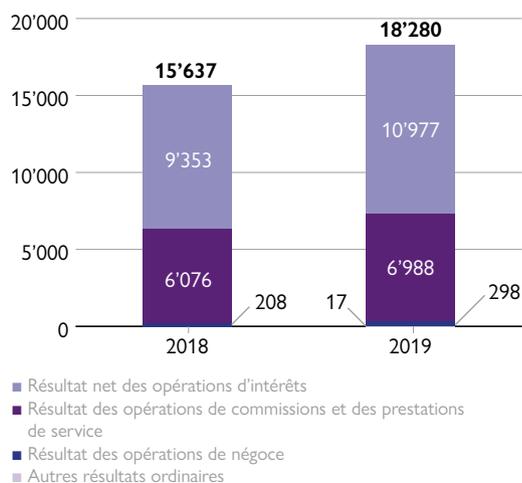
L'évolution des sources de revenus s'est présentée comme suit:

- Le résultat net des opérations d'intérêts est en hausse de 17% à 10'977 kCHF, conséquence de la hausse du nombre de clients et du volume d'encours;
- Le résultat des opérations de commissions est en hausse de 15% à 6'988 kCHF, en raison de l'augmentation du nombre d'opérations trade finance et du développement des activités de marché;
- Le résultat des opérations de négoce s'est élevé à 298 kCHF (+43%);
- Les autres résultats ordinaires se sont inscrits à 17 kCHF (+100%).

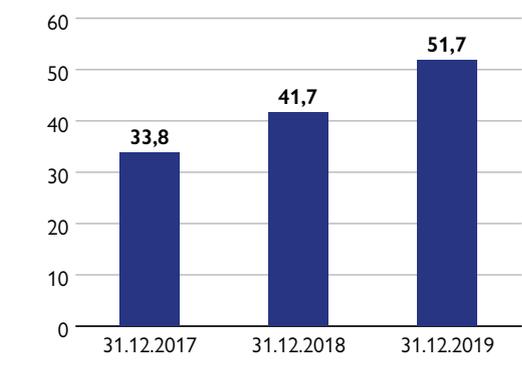
### MAÎTRISE DES CHARGES

Afin d'accompagner sa croissance tout en contrôlant ses risques, la Banque augmente ses effectifs progressivement, passant ainsi de 41,7 ETP au 31 décembre 2018 à 51,7 ETP au 31 décembre 2019.

### PRODUIT D'ACTIVITÉ BANCAIRE en milliers de CHF



### EFFECTIFS (en unité de travail à plein temps)



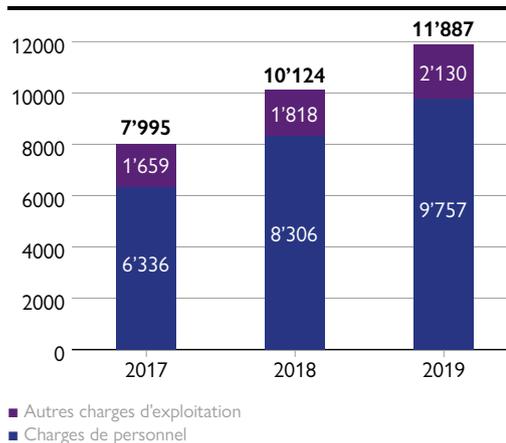
Il en résulte une hausse du total des charges d'exploitation de 17% à CHF 11'887 kCHF:

- Les charges de personnel sont en hausse de 17% à 9'757 kCHF;
- Les autres charges d'exploitation augmentent de 17% également, à 2'130 kCHF.

Le ratio Charges/Produits, comparant les Charges d'exploitation au Produit d'activité bancaire, reste globalement stable à 65,0% (2018: 64,7%).

#### CHARGES D'EXPLOITATION

en milliers de CHF



#### Résultat opérationnel et résultat net

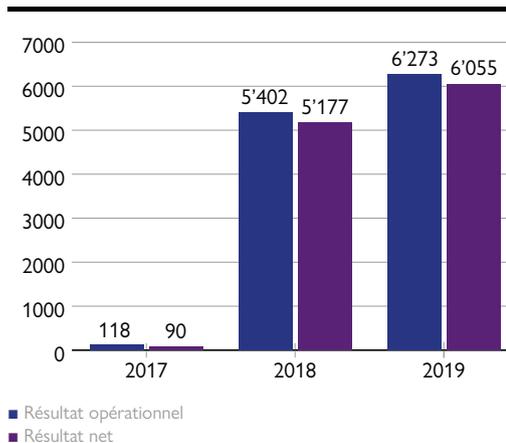
Le résultat extraordinaire s'est élevé à 229 kCHF (2018: 0). Ce résultat est lié aux produits et charges engendrés par le déménagement de la Banque en 2019.

Pour son cinquième exercice, la filiale parvient à conserver une croissance à deux chiffres:

- Le résultat opérationnel augmente de 16% à 6'273 kCHF;
- Le résultat net est en hausse de 17% à 6'055 kCHF.

#### RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET RÉSULTAT NET

en milliers de CHF





**KPMG SA**  
**Financial Services Suisse romande**  
Esplanade de Pont-Rouge 6 Case postale 1571  
CH-1212 Grand-Lancy CH-1211 Genève 26

T +41 58 249 25 15  
E infogeneva@kpmg.com  
kpmg.ch

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale de

### **Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA**

#### **Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019.

#### *Responsabilité du Conseil d'administration*

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

#### *Responsabilité de l'organe de révision*

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

#### *Opinion d'audit*

Selon notre appréciation, les comptes annuels (page 50 à 71) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.



**Rapport sur d'autres dispositions légales**

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

KPMG SA

Yvan Mermoud  
*Expert-réviseur agréé  
Réviseur responsable*

Zoé Souclier  
*Expert-réviseur agréée*

Genève, le 2 avril 2020

*Annexe(s) :*

- Comptes annuels constitués du bilan, du compte de résultat, de l'état des capitaux propres et de l'annexe

## 6.3 ÉTATS FINANCIERS 2019

### BILAN

En milliers de CHF

<b>ACTIFS</b>	<i>Notes</i>	<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
Liquidités		135'570	227'195
Créances sur les banques	15	168'810	173'451
Créances sur la clientèle	6	456'924	419'658
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	7	–	7
Immobilisations financières	8	19'475	19'670
Comptes de régularisation		1'474	1'152
Immobilisations corporelles	9	368	159
<b>Total des actifs</b>		<b>782'621</b>	<b>841'292</b>

### PASSIFS

Engagements envers les banques	15	467'500	543'429
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		238'509	227'649
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	7	–	3
Comptes de régularisation passif		3'454	3'108
<i>Sous-total des passifs</i>		<b>709'463</b>	<b>774'189</b>
Capital social	14, 16	78'074	78'074
Bénéfice reporté / perte reportée		–10'971	–16'148
Bénéfice / perte (résultat de la période)		6'055	5'177
<i>Total des fonds propres</i>		<b>73'158</b>	<b>67'103</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>782'621</b>	<b>841'292</b>

Total des engagements subordonnés		25'000	25'000
– dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance	15	25'000	25'000

### OPÉRATIONS HORS BILAN

Engagements conditionnels	6, 22	304'000	167'518
Engagements irrévocables	6	2	2

## COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers de CHF

	Notes	31.12.2019	31.12.2018
<b>RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊTS</b>			
Produits des intérêts et des escomptes	24	18'037	14'276
Produits des intérêts et des dividendes des opérations de négoce		–	–
Produits des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		574	73
Charges d'intérêts	24	–7'634	–5'508
<b>Résultat brut des opérations d'intérêts</b>		<b>10'977</b>	<b>8'841</b>
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	6, 13	–	512
<b>Sous-total Résultat net des opérations d'intérêts</b>		<b>10'977</b>	<b>9'353</b>
<b>RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE COMMISSIONS ET DES PRESTATIONS DE SERVICE</b>			
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		–	–
Produit des commissions sur les opérations de crédit		6'755	5'542
Produit des commissions sur les autres prestations de service		2'120	1'556
Charges de commissions		–1'887	–1'022
<b>Sous-total Résultat des opérations de commissions et des prestations de service</b>		<b>6'988</b>	<b>6'076</b>
<b>RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR</b>			
	23	298	208
<b>AUTRES RÉSULTATS ORDINAIRES</b>			
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		–	–
Autres produits ordinaires		17	–
Autres charges ordinaires		–	–
<b>Sous-total Autres résultats ordinaires</b>		<b>17</b>	<b>–</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Charges de personnel	25	–9'757	–8'306
Autres charges d'exploitation	26	–2'130	–1'818
<b>Sous-total Charges d'exploitation</b>		<b>–11'887</b>	<b>–10'124</b>
<b>Produits bruts</b>		<b>6'393</b>	<b>5'513</b>
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles		–120	–111
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>6'273</b>	<b>5'402</b>
Produits extraordinaires	27	360	1
Charges extraordinaires	27	–131	–
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	13	–	–
Impôts	28	–447	–227
<b>BÉNÉFICE (résultat de la période)</b>		<b>6'055</b>	<b>5'177</b>

## PRÉSENTATION DE L'ÉTAT DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de CHF

	Capital social	Réserves pour risques bancaires généraux	Bénéfice / Perte reportée	Résultat de la période	Total
<b>Situation au 31.12.2018</b>	78'074	–	–16'148	5'177	67'103
Attribution du résultat 2018	–	–	5'177	–5'177	–
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux	–	–	–	–	–
Bénéfice / Perte (résultat de la période)	–	–	–	6'055	6'055
<b>Capitaux propres au 31.12.2019</b>	78'074	–	–10'971	6'055	73'158

## 1. RAISON SOCIALE, FORME JURIDIQUE ET SIÈGE DE LA BANQUE

### I. Raison sociale, forme juridique et siège

La Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA a obtenu l'autorisation d'exercer une activité bancaire en Suisse le 21 septembre 2015. Elle a repris les activités de la succursale à Genève de la Banque Internationale de Commerce – BRED Paris par le biais d'une augmentation qualifiée de capital avec effet au 28 février 2015.

La Banque a son siège à Genève.

La Banque est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce – BRED SA, Paris, (le Siège) dont le capital est détenu à 99,99% par la Compagnie Financière de la BRED SA (COFIBRED), détenue à 100% par la BRED-Banque Populaire (le Groupe).

La BRED Banque Populaire détient 4,95% du capital de la BPCE.

### II. Effectifs

Au 31 décembre 2019, la Banque employait 51,7 personnes équivalent temps plein contre 41,7 au 31 décembre 2018.

### III. Activités

La Banque est active dans le financement du commerce international et plus particulièrement dans le financement des matières premières (pétrole et dérivés de pétrole, métaux et minerais, matières premières agricoles, engrais, matières brutes ou ayant subi un niveau de transformation limité).

Elle offre à sa clientèle un panel complet de services en lien avec cette activité: activité de crédit basé sur des financements décaissés ou émission d'instruments bancaires par signature, des produits de couverture fournis par le biais de la salle des marchés du Groupe ou d'autres opérations similaires.

## 2. PRINCIPES D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

### I. Principes régissant l'établissement des comptes

Les principes de comptabilité, de comptabilisation et d'évaluation sont conformes au code des obligations, à la loi sur les Banques et à son ordonnance ainsi qu'aux prescriptions comptables pour les Banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et conglomérats financiers définies par la circulaire 2015/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. Le boucllement individuel statutaire avec présentation fiable présente la situation économique de la Banque de façon à ce qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée. Les comptes annuels peuvent contenir des réserves latentes.

Les chiffres des annexes ont été arrondis pour les besoins de la publication.

### II. Principes généraux d'évaluation

Les comptes ont été établis selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation.

L'actif comprend les éléments du patrimoine dont l'entreprise peut disposer en raison d'événements passés, dont elle attend un flux d'avantages économiques et dont la valeur peut être estimée avec un degré de fiabilité suffisant. Lorsqu'une estimation fiable de la valeur de l'actif n'est pas possible, il s'agit d'une créance éventuelle, qui est commentée dans l'annexe.

Les dettes qui résultent de faits passés, qui entraînent un flux probable d'avantages économiques à la charge de l'entreprise et dont la valeur peut être estimée avec un degré de fiabilité suffisant sont inscrites au passif du bilan. Lorsqu'une estimation fiable n'est pas possible, il s'agit d'un engagement conditionnel, qui est commenté dans l'annexe.

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement.

### III. Saisie des opérations

Les transactions sont enregistrées au bilan à la date de leur conclusion.

### IV. Conversion des monnaies étrangères

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la date du bilan. Les immobilisations corporelles et les valeurs immatérielles sont converties au cours historique. Le résultat de change issu de la conversion des positions en monnaies étrangères est enregistré dans la rubrique «Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur».

Les produits et les charges libellés en monnaies étrangères sont convertis au cours de change du jour de leur comptabilisation.

La conversion des principales monnaies étrangères en Franc Suisse à la date de clôture a été effectuée aux cours suivants:

	31.12.2019	31.12.2018
USD	0,9716	0,9802
EUR	1,0871	1,1227
GBP	1,2758	1,2437

### V. Traitement des intérêts

Les intérêts et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne sont pas saisis comme produits des intérêts. Sont considérés comme tels les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours et impayés. Pour ce qui est des crédits en comptes courants, sont considérés comme étant en souffrance les intérêts et les commissions lorsque la limite de crédit est dépassée depuis plus de 90 jours. Dès cet instant, et jusqu'au moment où aucun intérêt échu depuis 90 jours n'est ouvert, les intérêts et commissions courus futurs ne sont pas crédités dans la rubrique «Produit des intérêts et des escomptes».

Les intérêts en souffrance ne sont pas extournés rétroactivement. Les créances résultant des intérêts accumulés jusqu'à l'expiration du délai de 90 jours (intérêts échus et impayés ainsi qu'intérêts courus accumulés) sont amorties par la rubrique «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

### 3. PRINCIPES D'ÉVALUATION DES POSTES

#### I. Liquidités

Les liquidités sont enregistrées à la valeur nominale.

#### II. Créances sur les banques et créances sur la clientèle

Les créances sur les banques et les créances sur la clientèle sont enregistrées à la valeur nominale, diminuée des correctifs de valeur nécessaires.

L'escompte sur les papiers monétaires est comptabilisé comme produit encaissé d'avance et imputé au compte de résultat jusqu'à l'échéance.

#### III. Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers sont évalués à leur juste valeur et leurs valeurs de remplacement positives ou négatives sont présentées dans les rubriques correspondantes du bilan. La juste valeur a pour base les prix de marché.

Le résultat réalisé des opérations de négoce et celui non réalisé de l'évaluation des opérations de négoce sont enregistrés à la rubrique «Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur».

#### IV. Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable, sont portés au bilan à leur coût d'acquisition et amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie prévisible.

Les immobilisations corporelles sont amorties de façon linéaire par la position «Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles», en fonction de la durée d'utilisation estimée avec prudence. La durée d'utilisation estimée des immobilisations corporelles se résume comme suit:

- installations: 5 ans;
- logiciels informatiques acquis: 3 à 5 ans;
- machines de bureau et mobilier: 3 ans.

La Banque examine, à la date du bilan, si la valeur de chaque immobilisation corporelle est dépréciée. Cet examen est effectué sur la base de signes donnant à penser que certains actifs pourraient avoir subi des pertes de valeur. Si elle observe de tels signes, la Banque détermine la valeur réalisable de chaque actif. La valeur d'un actif est dépréciée si sa valeur comptable dépasse la valeur réalisable.

Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une perte de valeur, la Banque amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

S'il y a dépréciation, la valeur comptable est ramenée à la valeur réalisable et la dépréciation de valeur inscrite au débit de la rubrique «Corrections

de valeur sur participation, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles».

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont enregistrés dans la rubrique «Produits extraordinaires», les pertes réalisées dans la rubrique «Charges extraordinaires».

#### V. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les titres acquis dans un but de placement à moyen et à long termes ainsi que les titres de participation détenus ni dans le dessein de négoce, ni dans le dessein d'un placement permanent.

Les titres productifs d'intérêts (valeurs mobilières), destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, sont évalués à leur valeur d'acquisition compte tenu de la délimitation de l'agio ou du disagio (composantes du taux) sur la durée (*accrual method*). Les gains et pertes résultant d'une vente ou d'un remboursement anticipé sont pris en compte proportionnellement jusqu'à l'échéance initiale prévue. Les modifications de valeur en lien avec le risque de défaillance sont enregistrées dans les «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

#### VI. Engagements envers les banques et engagements résultant des dépôts de la clientèle

Ces positions sont enregistrées à la valeur nominale.

#### VII. Provisions

En respect du principe de précaution, des provisions peuvent être constituées pour tout risque de perte potentielle ou avérée à la date du bilan lié à un engagement au bilan. Ces risques sont revus régulièrement par la Direction. Si une provision apparaît comme nécessaire, elle est constituée au niveau du compte de résultat.

#### VIII. Réserves pour risques bancaires généraux (RRBG)

Les réserves pour risques bancaires généraux sont des réserves constituées préventivement dans le but de couvrir les risques découlant de l'activité de la Banque.

Les réserves pour risques bancaires généraux ne sont pas fiscalement imposables dans la limite du seuil prévu.

#### IX. Engagements de prévoyance

Les collaborateurs sont assurés auprès d'une fondation de prévoyance collective. L'organisation, la gestion et le financement des plans de prévoyance sont conformes aux dispositions légales, aux actes de fondation ainsi qu'aux règlements de prévoyance en vigueur. Les six plans de prévoyance de la Banque sont constitués en primauté des cotisations.

La Banque assume les coûts de la prévoyance professionnelle des collaborateurs et de leurs

survivants conformément aux dispositions légales. Les cotisations d'employeur correspondant aux plans de prévoyance sont enregistrées dans la rubrique «Charges de personnel».

La Banque examine à la date du bilan s'il existe dans les institutions de prévoyance un avantage ou un engagement économique.

Les avantages économiques des plans de prévoyance (y compris la réserve de cotisations de l'employeur sans renonciation d'utilisation) sont portés au bilan sous le poste «Autres actifs», les engagements économiques sous le poste «Provisions». Les adaptations de valeur relatives aux avantages/engagements économiques par rapport à la période précédente sont inscrites dans la rubrique «Charges de personnel» du compte de résultat.

#### X. Fonds propres

Les fonds propres sont constitués du capital social, des reports à nouveau et du résultat de la période.

#### XI. Impôts

Les impôts courants sont des impôts récurrents, en règle générale annuels, affectant le revenu et le capital. L'impôt sur les transactions n'en fait pas partie.

Les engagements résultant des impôts courants affectant le revenu et le capital sont enregistrés dans la rubrique «Comptes de régularisation» (passif).

Les impôts courants affectant le revenu et le capital sont enregistrés dans la rubrique «Impôts» du compte de résultat.

#### XII. Opérations hors bilan

Les engagements conditionnels et irrévocables sont portés au hors bilan à la valeur nominale.

#### XIII. Structure de l'annexe

L'annexe suit la structure établie par la FINMA dans la circulaire 2015/1 Comptabilité Banques. Les rubriques ne concernant pas la Banque ne sont pas relevées dans l'annexe.

## 4. GESTION DES RISQUES

### I. Introduction

La politique des risques de la Banque s'appuie sur la politique générale du Groupe à qui elle appartient. Les risques font l'objet d'un dispositif de suivi approuvé par le Conseil d'administration.

Les membres du Conseil d'administration et de la Direction sont informés régulièrement de la situation de la Banque, de l'état de son portefeuille, de ses résultats, ainsi que des risques y relatifs.

La Banque est exposée aux risques suivants: les risques de crédit, de marché, de liquidité, ainsi que les risques opérationnels et juridiques. La surveillance, l'identification, la mesure et le pilotage de ces risques figurent parmi les compétences clés de la Banque.

### II. Risques de crédit

#### FONDEMENTS DU DISPOSITIF D'OCTROI

Que ce soit pour les risques de crédit pris sur des sociétés, des banques ou institutions financières, la gestion des risques de crédit est commune et s'articule autour de plusieurs axes:

- établissement d'une analyse spécifique et détaillée sur base annuelle pour chaque demande de crédit selon des prérequis clairement établis;
- attribution d'une note au niveau de la contrepartie selon une grille d'évaluation établie en interne;
- une prise de décision collégiale par des comités de crédit fondée sur l'analyse de crédit rédigée par les équipes commerciales et une analyse contradictoire établie par le département des Risques de crédit;
- des principes de division des risques dictés par le respect des limites réglementaires et l'établissement de seuils selon les secteurs, les types de contreparties et les risques pays;
- des procédures détaillant ces éléments de processus crédit et de politique crédit.

#### SURVEILLANCE DES CRÉDITS

Les crédits octroyés font l'objet de suivis rigoureux à différents niveaux, notamment concernant:

- la documentation juridique (ou autres) requise;
- le respect des limites octroyées et leurs modalités (échéances, conditions spécifiques etc.);
- les risques indirects qui peuvent être rencontrés dans le cadre de certaines opérations dites transactionnelles (cf. ci-dessous).

Ces suivis sont effectués par des départements indépendants de la direction commerciale. Il s'agit principalement des départements du risque de crédit et du contrôle permanent.

Concernant les crédits relevant d'une approche dite transactionnelle auto liquidative, i.e. les financements de matières premières qui sont remboursés par le produit de leur vente, la Banque dispose d'un département spécifique, le département Collatéral, qui effectue un suivi rigoureux du statut du sous-jacent financé (matière première en stock dans un port ou en transit avec un titre négociable etc.). La Banque effectue également des

*diligences* sur les entités avec lesquelles ses clients travaillent et qui peuvent avoir des conséquences en terme de crédit: courtiers, entrepositaires, etc.

La surveillance de crédit s'effectue également au travers des revues de portefeuille.

#### MESURES VISANT À ATTÉNUER LE RISQUE

Les mesures retenues visant à atténuer le risque de crédit sont actuellement:

- les liquidités nanties;
- les garanties reçues d'entités de la BRED ou du groupe BRED;
- les garanties émises par d'autres institutions financières ou sociétés d'assurance bénéficiant de ratings externes solides (i.e. au moins *Investment Grade*) pour lesquelles une autorisation de crédit a été mise en place pour permettre le transfert de risque sur ces entités et dès lors que les garanties satisfont les conditions édictées par la Circulaire 2017/7 Risques de crédit – Banques Cm 281 à 296.

Ces mesures sont regroupées sous le terme de «Autres couvertures» dans la note 6.

#### VALORISATION DES COLLATÉRAUX

En général, dans son activité de financement du commerce international, la Banque octroie des crédits en fonction de collatéraux, i.e. des documents attestant de l'existence de matières premières (connaissances maritimes, certificats d'entreposage, etc.) ou de créances nées. Ces collatéraux ne représentent pas des «couvertures» dans la mesure où ils ne permettent pas une réduction formelle du risque de crédit et n'ont pas toujours une valeur juridique incontestable. Nonobstant ces points, dans la pratique, les collatéraux représentent la source de remboursement principale des prêts octroyés en cas de défaut du débiteur et constituent donc un élément majeur dans la gestion des risques.

La valorisation de ces collatéraux est actualisée périodiquement par le département Collatéral.

#### IDENTIFICATION DES CRÉANCES EN SOUFFRANCE

Les créances sont en souffrance lorsque l'un des paiements ci-après n'a pas été totalement obtenu depuis plus de 90 jours après l'échéance:

- règlement des intérêts;
- paiement des commissions;
- remboursement du capital.

La créance de base elle-même est réputée en souffrance lorsqu'un paiement d'intérêt, de commission et/ou d'amortissement qui lui est lié est en souffrance. Les créances envers des débiteurs qui sont en liquidation sont toujours réputées être en souffrance.

#### IDENTIFICATION DES CRÉANCES COMPROMISES ET CORRECTIONS DE VALEUR

Les créances compromises résultent des situations où il est invraisemblable que le débiteur sera en mesure de faire face à ses engagements futurs.

Lorsque le montant de créances compromises excède le montant qui sera vraisemblablement reçu après analyse des couvertures et des collatéraux, alors une provision spécifique égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur vraisemblablement réalisable (ou valeur de liquidation) doit être passée.

La valeur de liquidation est ainsi calculée:

- juste valeur des sûretés qui devront être liquidées après déduction des coûts estimés à la vente ou
- valeur actualisée des flux de trésorerie prévus en appliquant le taux de rendement avant défaut et en utilisant des hypothèses et des projections raisonnables et fondées ou
- valeur marchande observable du prêt si c'est un indicateur fiable de sa valeur de recouvrement estimée.

#### SUIVI DES CRÉDITS EN DIFFICULTÉS

La Banque dispose d'un dispositif spécifique pour suivre les dossiers en difficulté en termes de comités, procédures, etc.

Un système d'identification est également en place pour pouvoir suivre de manière appropriée:

- les opérations délicates: identification d'opérations qui présentent un risque accru en terme de recouvrement mais pour lesquelles le recouvrement n'est pas jugé problématique et sans que l'évaluation au niveau du client ne soit modifiée («aléas commercial ponctuel»);
- les dossiers présentant un risque élevé sans présenter un événement de risque avéré: ces dossiers constituent la *Watchlist* (WL) saine. La classification en WL saine est réalisée soit sur décision d'un comité de crédit soit de manière automatique car certains critères ont été remplis.
- les dossiers en souffrance qui constituent la WL douteuse.

### III. Risque de contrepartie dans les affaires interbancaires

Dans les transactions interbancaires, la Banque ne noue jamais de relations d'affaires sans procéder à une évaluation détaillée du risque de défaut. Le respect des limites est surveillé régulièrement par la fonction des risques de crédit. L'examen de la notation de la contrepartie a lieu sur une base annuelle et est effectué au sein du groupe BPCE.

En cas d'événements de marché extrême, la Banque examine la situation en continu afin de pouvoir réagir instantanément à une aggravation du risque.

### IV. Risques de marché

#### RISQUES DE VARIATION DE TAUX

Le risque de taux réside dans l'exposition de la Banque à une fluctuation défavorable des taux, compte tenu de ses positions au bilan ou hors bilan. Une forte variation des taux à la hausse ou à la baisse, suivant la structure du bilan et hors bilan, peut entraîner une perte de revenu, voire une marge d'intérêt négative.

De par l'activité de la Banque, les risques de taux sont en principe compris dans les positions actives et passives suivantes: créances et engagements envers les banques et la clientèle.

#### RISQUES DE CHANGE

La Banque peut être exposée à un risque de change sur ses revenus par le fait que son compte de résultat est en CHF et que sa source principale de revenu est en USD et dans une moindre mesure en EUR.

Les positions de change résultant du bilan de la Banque sont systématiquement couvertes. La stratégie consiste à équilibrer les actifs et passifs libellés dans la même devise. De ce fait, la Banque n'est pas exposée à un risque de change significatif.

#### RISQUES DE LIQUIDITÉ

Le département de trésorerie vérifie le respect des limites et des objectifs. Il réalise un suivi des actifs liquides, de la situation de financement et des risques de concentration.

La gestion de la liquidité vise à générer une position de liquidité solide, permettant à la Banque de faire face en tout temps à ses obligations de paiement.

Tous les flux de trésorerie importants ainsi que la disponibilité de sûretés de première qualité pouvant être utilisées pour se procurer des liquidités supplémentaires sont régulièrement vérifiés.

### V. Risques opérationnels

#### PRINCIPES GÉNÉRAUX ET ÉVALUATION

Les risques opérationnels sont définis comme des risques de pertes directes ou indirectes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable aux procédures, au facteur humain, aux systèmes ou à des événements extérieurs.

L'évaluation des risques opérationnels et de compliance porte sur les pertes financières directes ainsi que sur les conséquences qu'entraînerait une perte de confiance des clients. L'objectif premier de la gestion des risques opérationnels est de conforter la réputation de l'établissement vis-à-vis des clients, des actionnaires et du régulateur.

Les risques opérationnels sont mesurés sur la base des dommages résultant de situations normales et extrêmes. Le département «Contrôle Permanent» gère une base de données des incidents ayant conduit à des pertes. Pour le pilotage du risque, il répartit les cas de pertes en différents groupes de risques et définit des mesures pour diminuer le potentiel de pertes. Il reporte régulièrement à la Direction les résultats de ses contrôles.

#### PROCESSUS DE CONTRÔLE ET DE SAUVEGARDE

Pour ce qui est des processus, de la sécurité de l'information, des systèmes de contrôle et de la formation, des mesures sont prises pour atténuer la survenance d'un dommage. Le plan de continuité des activités contribue également à assurer la sécurité opérationnelle en cas de catastrophes tant internes qu'externes.

Les contrôles clés sont documentés selon des principes uniformes. Tous les départements de la Banque effectuent des évaluations sur base annuelle des processus de contrôle interne afin de mesurer leur efficacité opérationnelle. Chaque année, le plan de *Business Continuity Management* est testé. Les observations faites à cette occasion sont consignées dans le rapport de contrôle interne adressé à la Direction. Les améliorations proposées dans le rapport sont validées par les organes de la Banque.

#### RISQUE COMPLIANCE ET JURIDIQUE

Le département *Compliance* contrôle la stricte application des règles internes de la Banque et du Groupe ainsi que le respect du cadre réglementaire en vigueur. Le département *Compliance* est en charge d'une veille réglementaire sur le suivi des nouvelles réglementations édictées par les autorités de surveillance et les gouvernements et leurs intégrations dans les procédures et le fonctionnement de la Banque.

### VI. Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

La Banque n'applique pas de comptabilité de couverture. Les instruments financiers dérivés sont utilisés dans le cadre de la gestion des risques et servent essentiellement à couvrir les risques de taux d'intérêt et de change ainsi que, sous certaines conditions, à réduire les risques de crédit, y compris ceux relatifs à des transactions futures. Les opérations de couverture sont toujours conclues avec des contreparties externes. La Banque fait appel à la salle des marchés de la BRED pour effectuer ce type d'opérations

### 5. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS APRÈS LA DATE DU BILAN

Aucun événement susceptible d'avoir une influence notable sur les comptes annuels n'était connu à la date du 2 avril 2020, clôture de la rédaction des états financiers. L'épidémie de COVID-19 et son impact sur l'économie mondiale sont des événements sans lien avec l'exercice clos au 31 décembre 2019. La Banque a déployé des mesures organisationnelles et technologiques pour maintenir ses activités et continuer à offrir un niveau de service inchangé à sa clientèle.

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

En milliers de CHF

### 6. PRÉSENTATION DES COUVERTURES DES CRÉANCES ET DES OPÉRATIONS HORS BILAN AINSI QUE DES CRÉANCES COMPROMISES

PRÊTS ET EFFETS DE CHANGE		Nature des couvertures			Total
		Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
Créances sur la clientèle		–	118'625	354'529	473'154
<b>Total des prêts et effet de change</b>	<b>31.12.2019</b>	–	<b>118'625</b>	<b>354'529</b>	<b>473'154</b>
(avant compensation avec les corrections de valeur)	31.12.2018	–	173'842	262'190	436'032
<b>Total des prêts et effet de change</b>	<b>31.12.2019</b>	–	<b>118'625</b>	<b>338'299</b>	<b>456'924</b>
(après compensation avec les corrections de valeur)	31.12.2018	–	173'842	245'816	419'658
<b>HORS BILAN</b>					
Engagements conditionnels		–	48'298	255'702	304'000
Engagements irrévocables		–	–	2	2
<b>Total du hors bilan au</b>	<b>31.12.2019</b>	–	<b>48'298</b>	<b>255'704</b>	<b>304'002</b>
	31.12.2018	–	26'867	140'653	167'520
		Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeurs individuelles
<b>Total des créances compromises</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>21'477</b>	–	<b>21'477</b>	<b>21'477</b>
	31.12.2018	21'667	–	21'667	21'667

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 7. PRÉSENTATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (ACTIFS ET PASSIFS)

		Instruments de négoce		
		Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats
<b>DEVICES / MÉTAUX PRÉCIEUX</b>				
Contrats à terme		–	–	–
<b>Total avant prise en compte des contrats de netting</b>		<b>31.12.2019</b>	–	–
– dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation			–	–
<b>Total avant prise en compte des contrats de netting</b>		<b>31.12.2018</b>	7	10'182
– dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation			–	–

		Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
<b>Total après prise en compte des contrats de netting</b>		<b>31.12.2019</b>	–
		31.12.2018	7

<b>RÉPARTITION SELON LES CONTREPARTIES</b>		Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
<b>31.12.2019</b>		–	–	–

La Banque n'a pas d'instrument de couverture et n'effectue pas de contrat de netting des valeurs de remplacement positives et négatives.

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 8. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

RÉPARTITION DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Valeur comptable		Juste valeur	
	31.12.2019	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2018
Titres de créance	19'475	19'670	19'937	19'670
– dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	19'475	19'670	19'937	19'670
– dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)	–	–	–	–
Titres de participation	–	–	–	–
– dont participations qualifiées	–	–	–	–
Métaux précieux	–	–	–	–
Immeubles	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>19'475</b>	<b>19'670</b>	<b>19'937</b>	<b>19'670</b>
– dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	–	–	–	–

RÉPARTITION DES CONTREPARTIES SELON LES CLASSES DE NOTATION MOODY'S	31.12.2019	31.12.2018
Aaa-Aa3	19'475	19'670
A1-A3	–	–
Baa1-Baa3	–	–
Ba1-Ba2	–	–
Ba3	–	–
B1-B3	–	–
Caa1-C	–	–
<b>Total des titres de créance</b>	<b>19'475</b>	<b>19'670</b>

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 9. PRÉSENTATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Valeur d'acquisition	Amortis- sements cumulés	Valeur comptable au 31.12.2018	Investis- sements	Désinves- tissements	Amortis- sements	Valeur comptable au 31.12.2019
Logiciels acquis	602	-513	89	134	-	-65	158
Autres immobilisations corporelles	260	-190	70	182	13	-55	210
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>862</b>	<b>-703</b>	<b>159</b>	<b>316</b>	<b>13</b>	<b>-120</b>	<b>368</b>

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de leur durée de vie prévisible, mais au maximum comme suit:

- 5 ans pour les installations/agencements;
- 3 à 5 ans pour les logiciels informatiques;
- 3 ans pour les machines et mobiliers de bureau.

#### ENGAGEMENTS DE «LEASING» D'EXPLOITATION, NON PORTÉS AU BILAN, SELON LES ÉCHÉANCES

La Banque a conclu le 1<sup>er</sup> octobre 2019 un contrat de bail pour des locaux commerciaux à Genève sur une durée initiale de 10 ans et 4 mois, soit jusqu'au 31 janvier 2030. Ce bail engendre des charges de loyers futurs pour un montant total de CHF 8,8 millions:

	D'ici à 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Entre 2 ans et 3 ans	Entre 3 ans et 4 ans	Entre 4 ans et 5 ans	À plus de 5 ans <sup>1</sup>	Total
Engagements de «Leasing» d'exploitation	721	764	827	890	921	4'682	8'804

1 À compter du 1<sup>er</sup> décembre 2025, le loyer de base correspondant au loyer annuel de la sixième année est réputé indexé sur l'indice officiel suisse des prix à la consommation (ISPC). Cette indexation n'étant pas connue à l'avance, les montants de loyer des années 6 à 10 sont basés sur le loyer annuel de 2025.

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 10. RÉPARTITION DES AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

Aucun autre actif ou autre passif n'a été enregistré au 31 décembre 2019 (2018: idem).

### 11. INDICATION DES ACTIFS MIS EN GAGE OU CÉDÉS EN GARANTIE DE PROPRES ENGAGEMENTS AINSI QUE DES ACTIFS QUI FONT L'OBJET D'UNE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Les actifs mis en gage ou cédés sont sans objet au 31 décembre 2019 (2018: idem).

### 12. SITUATIONS ÉCONOMIQUES DES PROPRES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

#### PRÉSENTATION DE L'AVANTAGE / ENGAGEMENT ÉCONOMIQUE ET DES CHARGES DE PRÉVOYANCE

	Excédent/ insuffisance de couverture	Part économique de la banque/ du groupe financier		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente	Cotisations payées pour l'année de référence	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
	31.12.2019	31.12.2019	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2019	31.12.2019	31.12.2018
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	962	786
<b>Total</b>	-	-	-	-	-	<b>962</b>	<b>786</b>

La société Banque Internationale de Commerce BRED (Suisse) SA a signé un contrat d'affiliation avec la fondation collective, AXA Fondation LPP Suisse romande, Winterthur, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 qui respecte au minimum les dispositions légales concernant les mesures de prévoyance professionnelle en Suisse. Les mesures de prévoyance sont qualifiées selon les normes suisse de primauté des cotisations.

Il existe 6 plans de prévoyance:

- trois plans de base à choix pour tous les salariés, à l'exception du comité de la Direction Générale;
- un plan complémentaire pour les cadres;
- deux plans pour le comité de la Direction Générale (plan couvrant le salaire fixe et plan couvrant le bonus).

Au 31 décembre 2019, 54 employés sont assurés.

La tenue des comptes de la fondation collective, AXA Fondation LPP Suisse romande, Winterthur pour l'application des mesures de prévoyance professionnelle est basée sur la norme Swiss GAAP RPC.

Il n'existe aucune réserve de contribution de l'employeur en 2019.

La banque n'a pas d'engagements de prévoyance envers ses propres institutions de prévoyance au 31 décembre 2019.

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 13. PRÉSENTATION DES CORRECTIONS DE VALEUR, DES PROVISIONS ET DES RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX

	État au 31.12.2018	Utilisations conformes au but	Reclassifica- tions	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvre- ments	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	État au 31.12.2019
Autres provisions	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des provisions	–	–	–	–	–	–	–	–
Réserves pour risques bancaires généraux	–	–	–	–	–	–	–	–
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	21'667	–	–	–190	–	–	–	21'477
– dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	21'667	–	–	–190	–	–	–	21'477

Les créances compromises sont provisionnées à 100% depuis fin 2018.  
Aucune nouvelle correction de valeur n'a été constituée en 2019.

### 14. PRÉSENTATION DU CAPITAL SOCIAL

	31.12.2019			31.12.2018		
	Valeur nominale (en CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (en kCHF)	Valeur nominale (en CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (en kCHF)
Capital-actions / capital social	100	780'738	78'074	100	780'738	78'074
– dont libéré	100	780'738	78'074	100	780'738	78'074
<b>Total du capital social</b>	<b>100</b>	<b>780'738</b>	<b>78'074</b>	<b>100</b>	<b>780'738</b>	<b>78'074</b>

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 15. INDICATION DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS LES PARTIES LIÉES

Les opérations bilan et hors bilan envers les parties liées sont conclues à des conditions conformes au marché.

	Créances		Engagements	
	31.12.2019	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2018
Participants qualifiés <sup>1</sup>	91'301	104'335	448'796	567'442
Sociétés liées <sup>2</sup>	1'996	–	49'255	50'379
Affaires d'organes	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>93'297</b>	<b>104'335</b>	<b>498'051</b>	<b>617'821</b>

1 Le 29 décembre 2015, la Banque a conclu un emprunt subordonné avec clause PONV, pour un montant de CHF 25 millions, avec COFIBRED.

2 Les engagements envers les sociétés liées incluent un engagement de CHF 28,3 millions auprès de la COFACE RE, filiale à 100% de la COFACE. Cette dernière est détenue à 4,2% par NATIXIS qui est elle-même détenue à 71% par le groupe BPCE. La Banque est détenue à 100% par la BRED qui possède 4,95% du capital du groupe du BPCE.

### AUTRES OPÉRATIONS HORS BILAN ENVERS LES PARTIES LIÉES

Au 31 décembre 2019, le hors bilan présente les opérations suivantes envers les parties liées:

- une garantie de loyer pour un membre du Comité de direction Générale (affaires d'organes) d'un montant de 11'940 CHF (2018: Idem);
- une garantie pour la Banque du Léman (société liée) d'un montant de CHF 6.5 millions (2018: 0).

### 16. INDICATION DES PARTICIPANTS SIGNIFICATIFS

PARTICIPANTS SIGNIFICATIFS ET GROUPES DE PARTICIPANTS LIÉS PAR DES CONVENTIONS DE VOTE	31.12.2019		31.12.2018	
	Nominal	Part en %	Nominal	Part en %
Banque Internationale de Commerce – BRED (avec droit de vote)	100	100%	100	100%

La Filiale est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce – BRED, filiale à 99,99% de la Compagnie Financière de la BRED (COFIBRED), filiale à 100% de la BRED Banque Populaire.

### DROITS ET RESTRICTIONS LIÉS AUX PARTS DU CAPITAL SOCIAL

Toutes les composantes du capital social sont entièrement libérées.

Pour pouvoir exercer leur droit de vote et les droits qui lui sont liés, les détenteurs d'actions nominatives doivent être reconnus par le conseil d'administration et inscrits dans le registre des actionnaires. Cet assentiment peut être refusé si l'actionnaire ne déclare pas avoir acquis les actions en son nom et pour son compte ou si les droits de vote d'un propriétaire d'actions nominatives excèdent 5% du nombre total des actions nominatives émises.

Ce sont les seules restrictions au droit de vote des actionnaires.

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 17. PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE DES ÉCHÉANCES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	À vue		Démonçable	Échu			Total
				D'ici 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans	
<b>ACTIFS / INSTRUMENTS FINANCIERS</b>							
Liquidités		135'570	–	–	–	–	135'570
Créances sur les banques		107'144	–	45'153	16'513	–	168'810
Créances sur la clientèle		–	262'764	194'044	116	–	456'924
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés		–	–	–	–	–	–
Immobilisations financières		–	–	–	–	19'475	19'475
<b>Total</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>242'714</b>	<b>262'764</b>	<b>239'197</b>	<b>16'629</b>	<b>19'475</b>	<b>780'779</b>
	31.12.2018	337'438	217'787	257'786	7'300	19'670	839'981
<b>FONDS ÉTRANGERS / INSTRUMENTS FINANCIERS</b>							
Engagements envers les banques		16'586	–	450'914	–	–	467'500
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		113'851	–	76'829	22'829	–	238'509
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés		–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>31.12.2019</b>	<b>130'437</b>	<b>–</b>	<b>527'743</b>	<b>22'829</b>	<b>–</b>	<b>706'009</b>
	31.12.2018	80'783	77	618'068	47'153	–	771'081

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 18. PRÉSENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS RÉPARTIS ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE

ACTIFS	31.12.2019		31.12.2018	
	Suisse	Étranger	Suisse	Étranger
Liquidités	135'570	–	227'195	–
Créances sur les banques	15'509	153'302	219	173'232
Créances sur la clientèle	260'516	196'407	262'820	156'838
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	–	–	5	2
Immobilisations financières	–	19'475	–	19'670
Comptes de régularisation	1'309	165	1'152	–
Immobilisations corporelles	368	–	159	–
Valeurs immatérielles	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>413'272</b>	<b>369'349</b>	<b>491'550</b>	<b>349'742</b>
<b>PASSIFS</b>				
Engagements envers les banques	20'594	446'906	980	542'449
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	145'585	92'924	178'301	49'348
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	–	–	–	3
Comptes de régularisation	3'015	439	3'108	–
Capital social	78'074	–	78'074	–
Perte reportée	–10'971	–	–16'148	–
Bénéfice / perte (résultat de la période)	6'055	–	5'177	–
<b>Total</b>	<b>242'352</b>	<b>540'269</b>	<b>249'492</b>	<b>591'800</b>

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 19. ACTIFS PAR PAYS SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE

	31.12.2019		31.12.2018	
	Valeur absolue	Part %	Valeur absolue	Part %
<b>SUISSE</b>	413'272	52,81%	491'552	58,43%
<b>EUROPE</b>				
Chypre	2'320	0,30%	3'560	0,42%
Espagne	1'669	0,21%	1'545	0,18%
France	126'095	16,11%	114'148	13,57%
Luxembourg	34'720	4,44%	15'518	1,84%
Royaume-Uni	45'893	5,86%	20'441	2,43%
Jersey	817	0,10%	–	0,00%
<b>MOYEN-ORIENT</b>				
Émirats Arabes Unis	12'628	1,61%	16'733	1,99%
Qatar	–	0,00%	6'618	0,79%
<b>AMÉRIQUE</b>				
États-Unis	57'062	7,29%	58'189	6,92%
Canada	7'001	0,89%	–	0,00%
<b>AFRIQUE</b>				
Bénin	12'466	1,59%	10'167	1,21%
Burkina Faso	–	0,00%	1'746	0,21%
Côte d'Ivoire	–	0,00%	3'602	0,43%
Maroc	3'930	0,50%	9'621	1,14%
Sénégal	5'938	0,76%	2'061	0,24%
Zimbabwe	–	0,00%	3'647	0,43%
<b>ASIE</b>				
Chine	11'945	1,53%	23'782	2,83%
Hong-Kong	696	0,09%	4'972	0,59%
Singapour	46'169	5,90%	53'392	6,35%
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>782'621</b>	<b>100%</b>	<b>841'292</b>	<b>100%</b>

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 20. RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS SELON LA SOLVABILITÉ DES GROUPES DE PAYS (DOMICILE DU RISQUE)

EXPOSITIONS NETTES À L'ÉTRANGER Notation externe des pays selon Moody's	31.12.2019		31.12.2018	
	Valeur absolue	Part %	Valeur absolue	Part %
Aaa-Aa3	331'081	89,64%	0	0,00%
A1-A3	11'945	3,23%	160'513	45,90%
Baa1-Baa3	1'669	0,45%	86'769	24,81%
Ba1-Ba2	6'250	1,69%	85'533	24,46%
Ba3	5'938	1,61%	1'365	0,39%
B1-B3	12'466	3,38%	15'560	4,45%
Caa1-C	–	0,00%	–	0,00%
<b>Total</b>	<b>369'349</b>	<b>100,0%</b>	<b>349'740</b>	<b>100,0%</b>

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 21. PRÉSENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS RÉPARTIS SELON LES MONNAIES LES PLUS IMPORTANTES POUR LA BANQUE

ACTIFS	31.12.2019				Total
	CHF	EUR	USD	GBP	
Liquidités	135'570	–	–	–	135'570
Créances sur les banques	90'776	62'081	15'571	382	168'810
Créances sur la clientèle	359	47'339	405'580	3'646	456'924
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	–	–	–	–	–
Immobilisations financières	–	–	19'475	–	19'475
Comptes de régularisation	423	12	1'037	2	1'474
Immobilisations corporelles	368	–	–	–	368
<b>Total des actifs bilantaires</b>	<b>227'496</b>	<b>109'432</b>	<b>441'663</b>	<b>4'030</b>	<b>782'621</b>
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	–	–	–	–	–
<b>Total des actifs</b>	<b>227'496</b>	<b>109'432</b>	<b>441'663</b>	<b>4'030</b>	<b>782'621</b>
<b>PASSIFS</b>					
Engagements envers les banques	125'853	60'114	281'533	–	467'500
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	26'134	49'029	159'386	3'960	238'509
Comptes de régularisation	2'530	224	630	70	3'454
Capital social	78'074	–	–	–	78'074
Bénéfice reporté / perte reportée	–10'971	–	–	–	–10'971
Bénéfice / perte (résultat de la période)	6'055	–	–	–	6'055
<b>Total des passifs bilantaires</b>	<b>227'675</b>	<b>109'367</b>	<b>441'549</b>	<b>4'030</b>	<b>782'621</b>
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	–	–	–	–	–
<b>Total des passifs</b>	<b>227'675</b>	<b>109'367</b>	<b>441'549</b>	<b>4'030</b>	<b>782'621</b>
<b>POSITION NETTE PAR DEVISE</b>	<b>–179</b>	<b>65</b>	<b>114</b>	<b>–</b>	<b>–</b>

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 22. RÉPARTITION ET COMMENTAIRES DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

	31.12.2019	31.12.2018
Engagements de couverture de crédit et similaires	48'609	58'094
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	226'391	101'738
Autres engagements conditionnels	29'000	7'686
<b>Total des engagements conditionnels</b>	<b>304'000</b>	<b>167'518</b>
Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscaux	688	2'563
<b>Total des créances éventuelles</b>	<b>688</b>	<b>2'563</b>

### 23. RÉPARTITION DU RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR

	31.12.2019	31.12.2018
Devises	298	208
<b>Total du résultat des opérations de négoce</b>	<b>298</b>	<b>208</b>

La Banque n'utilise pas l'option de la juste valeur.

### 24. INDICATION SUR LES INTÉRÊTS NÉGATIFS

	31.12.2019	31.12.2018
Intérêts négatifs concernant les opérations actives	826	1'140
Intérêts négatifs concernant les opérations passives	757	915

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 25. RÉPARTITION DES CHARGES DE PERSONNEL

	31.12.2019	31.12.2018
Salaires	8'032	6'834
– dont charges en relation avec les rémunérations basées sur les actions et les formes alternatives de la rémunération variable	–	–
Prestations sociales	1'591	1'319
Autres charges du personnel	134	154
<b>Total des charges du personnel</b>	<b>9'757</b>	<b>8'306</b>

### 26. RÉPARTITION DES AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	31.12.2019	31.12.2018
Coûts des locaux	488	498
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	334	174
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	14	255
Honoraires de la société d'audit (art. 961a ch. 2 CO)	94	259
– dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	94	259
– dont pour d'autres prestations de service	–	–
Autres charges d'exploitation	1'200	632
<b>Total autres charges d'exploitation</b>	<b>2'130</b>	<b>1'818</b>

### 27. COMMENTAIRES DES PERTES SIGNIFICATIVES, DES PRODUITS ET CHARGES EXTRAORDINAIRES AINSI QUE DES DISSOLUTIONS SIGNIFICATIVES DE RÉSERVES LATENTES, DE RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX ET DE CORRECTIONS DE VALEURS ET PROVISIONS LIBÉRÉES

	31.12.2019	31.12.2018
Gains non opérationnels non récurrents	360	1
<b>Total des produits extraordinaires</b>	<b>360</b>	<b>1</b>
Dépenses non opérationnelles non récurrentes	–131	–
<b>Total charges extraordinaires</b>	<b>–131</b>	<b>–</b>

Au cours de l'année 2019, la Banque a emménagé dans des locaux plus grands afin d'accompagner sa croissance. En échange d'un déménagement rapide, le repreneur des locaux précédents a versé à la Banque une indemnité, générant un produit exceptionnel de 360 kCHF. Différents experts en immobilier ont accompagné la Banque dans son déménagement, entraînant une charge exceptionnelle de 131 kCHF.

## DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

### 28. PRÉSENTATION DES IMPÔTS COURANTS

	31.12.2019	31.12.2018
Charge d'impôt de l'exercice sur le capital	345	227
Correction de la charge fiscale de l'année précédente	102	–
<b>Total de la charge d'impôts</b>	<b>447</b>	<b>227</b>

La charge d'impôt correspond uniquement à l'impôt sur le capital (environ 0,45%) dans la mesure où la Banque présente une perte reportée au 31 décembre 2019.

Le taux d'imposition moyen 2019 sur la base du résultat opérationnel est de 5,5%.



PARTIE 7

# EXIGENCES PRUDENTIELLES DE PUBLICATION

# EXIGENCES PRUDENTIELLES DE PUBLICATION

Les informations publiées ci-après ont été préparées conformément aux exigences de la Circ.-FINMA 2016/1 « Exigences prudentielles de publication ».

Les banques en mains étrangères sont soumises à des exigences de publication allégées en cas de publications d'informations comparables au niveau du groupe à l'étranger. Nous renvoyons

vers le « Rapport sur les risques Pilier III 2019 » publié par le groupe BPCE pour de plus amples informations.

Selon cette circulaire, les banques doivent également effectuer une publication en matière de gouvernance d'entreprise. Nous renvoyons à la partie 5 du présent rapport.

<b>FONDS PROPRES PRIS EN COMPTE</b> (en milliers de CHF)		31.12.2019	31.12.2018
1	Fonds propres de base durs (CET 1)	73'157	67'103
2	Fonds propres de base (T1)	98'157	92'103
3	Fonds propres totaux	98'157	92'103
<b>POSITIONS PONDÉRÉES EN FONCTION DES RISQUES</b> (RWA) (en milliers de CHF)			
4	RWA <sup>1</sup>	499'015	377'396
4a	Exigences minimales de fonds propres	39'921	30'192
<b>RATIOS DE FONDS PROPRES BASÉS SUR LES RISQUES</b> (en % des RWA)			
5	Ratio CET1 (%)	14,66%	17,78%
6	Ratio de fonds propres de base (%)	19,67%	24,40%
7	Ratio des fonds propres globaux (%)	19,67%	24,40%
<b>EXIGENCES EN VOLANTS EN CET1</b> (en % des RWA)			
8	Volant de fonds propres selon le standard minimal de Bâle (%)	2,50%	1,87%
9	Volants anticycliques (art. 44a OFR) selon le standard minimal de Bâle (%)	0,00%	0,00%
10	Volant de fonds propres supplémentaire en vertu du risque systémique international ou national (%)	0,00%	0,00%
11	Ensemble des exigences de volants selon le standard minimal de Bâle, en qualité CET1 (%)	2,50%	1,87%
12	CET1 disponible afin de couvrir les exigences en volants selon le standard minimal de Bâle (après déduction du CET1 affecté à la couverture des exigences minimales et cas échéant à la couverture des exigences TLAC) (%)	10,16%	13,28%

1 La hausse des actifs pondérés (RWA) de 32% s'explique par la variation conjoncturelle de la répartition des encours au 31 décembre 2019.

<b>RATIOS-CIBLES DE FONDS PROPRES SELON L'ANNEXE 8 DE L'OFR</b> (en % des RWA)		<b>31.12.2019</b>	<b>31.12.2018</b>
<b>12a</b>	Volant de fonds propres selon l'annexe 8 OFR (%)	2,50%	2,50%
<b>12b</b>	Volants anticycliques (art. 44 et 44a OFR) (%)	0,00%	0,00%
<b>12c</b>	Ratio-cible en CET1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	7,00%	7,00%
<b>12d</b>	Ratio-cible en T1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	8,50%	8,50%
<b>12e</b>	Ratio-cible global de fonds propres (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	10,50%	10,50%

<b>RATIO DE LEVIER BÂLE III</b>			
<b>13</b>	Engagement global (en kCHF)	865'564	880'210
<b>14</b>	Ratio de levier Bâle III (fonds propres de base en % de l'engagement global)	11,34%	10,46%

<b>RATIO DE LIQUIDITÉS (LCR)<sup>2</sup></b>		<b>T1 2019</b>	<b>T2 2019</b>	<b>T3 2019</b>	<b>T4 2019</b>	<b>T4 2018</b>
<b>15</b>	Numérateur du LCR: somme des HQLA (en kCHF)	135'307	138'508	136'030	163'384	231'367
<b>16</b>	Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie (en kCHF)	114'611	102'585	115'123	129'790	184'483
<b>17</b>	Ratio de liquidités, LCR (%)	118.06%	135.02%	118.16%	125.88%	125.41%

Le Conseil fédéral compte instaurer un ratio de financement pour les banques (NSFR) visant à garantir leur stabilité à long terme. Les modifications de l'ordonnance sur les liquidités (OLiq) devraient être adoptées au début de l'été

2020 pour que les nouvelles dispositions entrent en vigueur mi-2021. Dès l'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation, le ratio NSFR viendra compléter les chiffres-clés présentés ci-dessus.

<sup>2</sup> Pour le numérateur et le dénominateur du LCR, les chiffres correspondent aux valeurs moyennes de chacun des quatre derniers trimestres.

## IMPRESSUM

### Remerciements

La BIC-BRED (Suisse) SA tient à remercier ses partenaires et collaborateurs qui ont contribué à l'élaboration de ce document.

Conception et réalisation: Atelier Schnegg+, Genève

Photographies: Loris von Siebenthal, Genève & Shutterstock

Impression: NBmedia, Genève



**BANQUE INTERNATIONALE DE COMMERCE –  
BRED (SUISSE) SA**

Boulevard du Théâtre, 8  
CH-1204 Genève

T +41 22 312 30 70

F +41 22 312 30 36

[www.bic-bred.com](http://www.bic-bred.com)

Swift: BICFCHGG